DÉFENSE DE L'OCCIDENT

DIRECTEUR

Maurice BARDÈCHE

DANS CE NUMERO :

19

DÉCEMBRE 1954

Prix : 100 fr.

Sommaire

LES IDEES ET LES FAITS

■

NOUVELLES EUROPENNES, NOUVELLES POLITIQUES

■

ETUDES ET TRIBUNE LIBRE

DOCUMENT :

Décembre 1954. — N° 19. — Prix : 100 frs. — Belgique : 14 frs b.

Le drame de l'Afrique du Nord

La situation en Afrique du Nord aurait suffi à n'importe quelle autre époque à renverser un gouvernement. Un des symptômes les plus graves de notre décadence et de notre impuissance, c'est que cette situation dramatique ne semble pas remuer l'opinion. La France n'a plus que des soubresauts, comme une bête qui agonise. Elle a accueilli la perte de l'Indochine avec un geste de soulagement honteux et résigné. On a l'impression qu'elle est prête à accepter de même n'importe quelle abdication en Afrique du Nord.

Du point de vue national, et si l'on s'en tient aux seuls faits récents, les fautes les plus étranges ont été commises. Le président du Conseil est handicapé par ses déclarations de député et ses liaisons d'avocat avec les milieux nationalistes. On a l'impression que l'équipe qui arrive au pouvoir est prête aux concessions les plus étranges et les plus imprudentes, et cela, non pour des raisons de politique réaliste, mais par préjugé idéologique. Le ministre de l'Intérieur chargé des affaires d'Algérie n'est pas moins suspect par son passé, et il trouve moyen de se rendre plus suspect encore en désorganisant les services de renseignements anticommunistes. Le président du Conseil, sans consultation du Parlement, prend l'avion pour Tunis et signe un traité d'abdication qui ouvre la porte aux interprétations les plus inquiétantes. Le ministre de l'Inté-

rieur semble ignorer les renseignements graves qui lui sont fournis, et je ne parle pas ici des rapports que Baranès lui a ou ne lui a pas fait parvenir, mais de mises en garde officielles tout aussi inquiétantes. Enfin, le terrain étant ainsi complaisamment préparé à l'insurrection, au moment où elle éclate, les mesures politiques et militaires qui sont prises sont d'une inexplicable maladresse. Le Parti communiste en Algérie reste sacro-saint, les liaisons de l'adversaire sont soigneusement respectées, on évite de repérer par où se fait l'arrivée des armes et de l'argent et on mène la défense de l'Afrique du Nord sur la pointe des pieds comme si l'on s'attendait déjà à déguerpir sans fracas. Ce tableau ahurissant, qui ne soulève dans la presse et au Parlement aucune campagne, n'est pas celui de la défense résolue d'un territoire vital. Il est celui de la trahison. Tout se passe comme si l'on avait déjà pour l'Afrique du Nord une *solution de rechange*, qu'elle soit déjà acceptée dans certains milieux influents et qu'on y conduise tout doucement l'opinion.

Ce qui n'est pas moins étrange et qui est, sans être aussi scandaleux, un phénomène inquiétant, c'est l'indifférence de l'Europe devant la perte d'une région vitale, non seulement pour la France, mais encore pour l'Europe. De même que personne n'a compris en France que la question de la Sarre était la pierre de touche de notre *esprit européen*, de même personne ne semble comprendre en Allemagne que la question nord-africaine est pour nous un *test* de la vocation européenne de nos partenaires. Trop souvent, pour des raisons commerciales ou pour ménager des alliances anciennes, l'opinion allemande semble indifférente à la situation de la France en Afrique du Nord, sans s'apercevoir que, sur ce théâtre d'opérations, c'est l'avenir de toute l'Europe que nous défendons.

Essayons de voir clair et de faire voir clair sur ce problème d'Afrique du Nord, en en rassemblant les données et en les interprétant dans l'optique européenne dans laquelle nous posons ici tous les problèmes.

L'Afrique du Nord est un territoire stratégiquement et économiquement indispensable à l'Europe. Elle constitue sur les arrières de l'Europe une position-clef qu'elle ne peut accepter de perdre ou de voir menacé. Elle constitue aussi un réservoir de matières premières et l'accès à tout le réservoir africain, sans lequel la vie même d'une communauté européenne est une illusion. En résumé, l'Afrique du Nord est un territoire d'intérêt *vital* non seulement pour la France, mais exactement tout autant pour l'Europe. Voilà la vérité première, solide, indiscutable, de laquelle il faut partir et sur laquelle aucune concession n'est possible.

La France a pu commettre dans son administration des erreurs et même des injustices graves : c'est son régime qui en est responsable. Elle a pu faire dans sa politique générale, et, en particulier, dans sa politique à l'égard des Etats arabes, des erreurs tout aussi graves : là encore, cela engage la responsabilité du régime et c'est sur le plan du régime et de l'esprit du régime que ces erreurs, ainsi que les premières, peuvent être combattues et réparées. Mais toutes ces fautes, et elles sont immenses, tout ce temps et ces occasions perdues, tous ces malentendus qu'on a le droit de reprocher au gouvernement français et que pour notre propre compte nous lui reprochons aussi violemment que les autres, tout cela ne change rien à la géographie. Frapper la France en Afrique du Nord pour frapper le gouvernement français, c'est une politique absurde, c'est une politique de suicide pour l'Europe, car l'Europe se frappe elle-même en attaquant sur ce terrain même le plus détestable des régimes.

La question ainsi posée, quelles sont les forces qui disputent à l'Europe la possession de l'Afrique du Nord ? Il y en a trois : les communistes, les intérêts financiers américains, les nationalistes arabes. Quels sont les objectifs de chacune de ces forces et qu'avons-nous à leur opposer ?

**

Avec le communisme aucune discussion n'est possible. La position communiste en Afrique du Nord est l'application des principes de lutte dégagés par le deuxième

Congrès de l'Internationale communiste (juillet 1920) dans ses thèses complémentaires. Le Parti communiste constatait notamment : 1. Que la plus-value obtenue par l'exploitation des colonies est un des appuis du capitalisme moderne et qu'aussi longtemps que cette source de bénéfices ne sera pas supprimée, il sera difficile à la classe ouvrière de vaincre le capitalisme. 2. Que la destruction de la domination étrangère est le premier pas de la révolution dans les colonies et c'est pourquoi l'aide apportée à la destruction de la domination étrangère dans les colonies n'est pas, en réalité, une aide apportée au mouvement nationaliste de la bourgeoisie indigène, mais l'ouverture du chemin pour le prolétariat opprimé lui-même. En conséquence, ce deuxième Congrès invitait à susciter et appuyer partout des mouvements d'émancipation dans les colonies, ainsi qu'à entretenir dans les troupes de la métropole une agitation continue contre toute oppression des peuples coloniaux. C'est ce qui a été fait en Indochine et qui se continue actuellement en Afrique du Nord. La politique du communisme en Afrique du Nord n'est donc qu'un épisode tactique de la lutte contre l'Occident. Elle a pour but d'affaiblir l'Occident, de provoquer une crise économique mondiale qui favorisera la révolution communiste et de tromper les peuples musulmans par une apparence de collaboration qui se retournera finalement contre la liberté des musulmans eux-mêmes. Il est évident que la force seule peut s'opposer à ces plans et la force est ici la dissolution du Parti communiste en Algérie et en France.

Les intentions secrètes des milieux d'affaires américains ne sont guère plus susceptibles d'être modifiées par des plaidoyers. Les affairistes américains ne supportent pas les monopoles constitués au Maroc et en Tunisie au profit de certaines affaires de nationalité française. D'autres hommes d'affaires européens partagent tout à fait leurs sentiments. De plus, une partie de l'opinion américaine est anticolonialiste par principe aussi bien que par intérêt. Pour toutes ces raisons, certains milieux d'affaires américains et, en particulier, les syndicats américains ont apporté aux nationalistes arabes leur appui moral et matériel. Ils ont mis à la disposition de la propagande nationaliste des moyens très importants, et il n'est pas sans intérêt de constater, qu'en dépit de l'antisémitisme affiché par la Ligue arabe, ces fonds provenaient souvent de milieux de gauche américains et notamment de groupes financiers juifs. Le but de ces milieux d'affaires est de transformer le Maroc et la Tunisie en Etats absolument *indépendants*, du type Libéria, Guatémala ou Philippines, dont le grand capital américain pourrait facilement contrôler toute la politique grâce à la corruption et à l'étendue de ses investissements. Pour d'autres raisons, et notamment pour remplacer leurs pertes sur d'autres points du globe, les Anglais qui ont déjà supplanté les Italiens en Lybie, s'associeraient volontiers au vol de nos possessions d'Afrique, pourvu qu'on leur laisse une part raisonnable du gâteau. Cette politique de sens contraire à la politique soviétique ne laisse guère place à la discussion, une fois qu'on a épuisé l'argument tiré des conséquences hasardeuses d'un affaiblissement des positions françaises en Afrique du Nord sur la politique stratégique des Etats-Unis, argument auquel on peut toujours répondre que les Etats-Unis sauront bien se débrouiller sans nous.

**

Il n'en est pas de même avec le bloc arabe vis-à-vis duquel aucun dialogue sérieux n'a jamais été engagé.

Nous comprenons très bien que les Arabes protestent, par solidarité, contre les conditions d'infériorité permanente qui sont faites en Afrique du Nord aux ouvriers arabes, contre la discrimination de fait qui leur est imposée dans tous les domaines, et contre l'exploitation des richesses de l'Afrique du Nord par quelques gangs capitalistes dominés par des Juifs qu'ils considèrent comme leurs ennemis. Sur ce point, des conversations sont toujours possibles. Toute une partie de l'opinion française est certainement prête à considérer que l'administration de la Quatrième république en Afrique du Nord n'est pas un modèle d'équité et de raison et que, sur beaucoup de points, les

hommes et les méthodes qui représentent la France pourraient être remplacés sans dommage pour personne, à condition qu'on n'oublie pas cependant les services rendus à l'Afrique du Nord par cinquante ans de présence française. Une partie certainement plus faible de l'opinion en France, mais une partie de l'opposition, tout au moins, est probablement prête à prendre en considération l'antisémitisme arabe qu'il faut bien considérer objectivement comme une des données de la situation. Ce sont là des terrains d'entente possibles entre le nationalisme arabe et l'opinion française, mais ce ne sont pas ceux qu'on explore en ce moment. Par contre, il est indispensable de fixer les limites de tout rapprochement. Pas un secteur de l'opinion en France n'est prêt à accepter comme base de discussion le rêve utopique, et dangereux pour les Arabes eux-mêmes, d'une communauté arabe autonome allant de Casablanca à la Caspienne.

C'est précisément sur ce dernier point qu'il peut être utile de présenter une analyse complète de la situation, non seulement aux Arabes eux-mêmes, mais à certains Européens qui n'en ont qu'une vue très vague.

Le problème de l'Afrique du Nord ne se pose pas toujours comme le croient ou feignent de le croire les nationalistes arabes, et pas davantage comme le croit ou feint de le croire la presse française. Il est influencé par une donnée constante de la politique des grandes puissances en Méditerranée, le problème d'Israël. On sait parfaitement depuis plusieurs années que la position de l'Etat d'Israël en Palestine est précaire, qu'avant dix ans, et même sans doute beaucoup plus tôt, cette position sera rendue intenable par une reprise toujours possible des hostilités, enfin que, même sans cela, la Palestine ne peut constituer la base territoriale d'un Etat moderne destinée à attirer et grouper la population juive. Or, cette situation a fait depuis trois ou quatre ans l'objet de spéculations et de discrètes études, qui ont amené à cette conclusion que l'Afrique du Nord française serait un territoire idéal pour y installer une démocratie indépendante qui accueillerait à bras ouverts à la fois les capitaux américains et les émigrants juifs

et qui deviendrait en quelques années un Etat entièrement contrôlé par la finance et les hommes politiques juifs et propre à recueillir la succession d'Israël. C'est ce qui se dégage, en particulier, du voyage que le grand Rabbin Kaplan entreprit il y a un an en Afrique du Nord, non seulement, comme on l'expliqua, par un pieux désir de visiter les communautés israélites, mais, comme on peut le penser, pour beaucoup d'autres raisons plus sérieuses.

Ce projet qui explique beaucoup de choses, et notamment l'étrange mollesse et les demi-mesures qui sont une énigme lorsqu'on les analyse sans aucune *clef*, ne repose pas sur les divagations de quelques antisémites forcenés qui se sont donné pour tâche d'expliquer la conduite du monde par quelques conspirations rabbiniques. Il a été parfaitement expliqué au public par d'éminents théoriciens aux déclarations desquels on n'a pas accordé assez d'attention : l'an dernier par l'étude très sérieuse et très documentée d'André Chouraqui, *Les Juifs d'Afrique du Nord* (Presses Universitaires de France), plus récemment par le livre d'un autre Israélite, Theodore H. White, *Le Feu sous la Cendre*, préfacé par J.-J. Servan-Schreiber (*Gallimard* éd.). L'idée centrale du livre de Chouraqui était la constatation que les communautés juives se sont montrées l'élément le plus stable des diverses populations d'Afrique du Nord, qu'elles avaient fait en Afrique la preuve de leur capacité d'adaptation historique, et qu'après avoir traversé toutes les civilisations africaines et avoir survécu à toutes, elles étaient appelées à être les intermédiaires naturels du transfert de ces territoires à l'Amérique et, bien entendu, à en être également les bénéficiaires naturels. Moins solidement fondé au point de vue technique, et moins imprudent dans ses conclusions, le livre de Theodore H. White comporte cependant un dénouement semblable qu'il inscrit dans le cadre d'une politique mondiale, précisément celle dont les grands traités internationaux posent actuellement les assises. Voici comment un de nos lecteurs définit ce livre, qui reflète assez bien les rêves d'une partie de l'opinion américaine : « Il est passionnant, intelligent, relevant de l'esprit de synthè-

se (ce qui est rare), il définit une politique active (ce qui est également rare). D'une grande largeur de vue sur certains points, mais partial (ce qui est inévitable) sur quelques autres, bien qu'écrit par un Américain, il définit certainement et clairement la politique de Mendès-France, à savoir (j'esquisse seulement les grandes lignes) que l'Europe doit se constituer avec l'Allemagne puisqu'elle est le premier bastion contre l'U.R.S.S., rester fortement intégrée dans l'Union Atlantique, et que celle-ci vaincra les communistes sans recourir aux armes pour peu que l'Europe, sous l'égide américaine, augmente son potentiel industriel et, partant, le standing de vie de l'ouvrier. Quant aux empires coloniaux, l'Europe étant jugée parfaitement incapable — faute d'argent et de moyens industriels — de donner aux populations arriérées ce fameux standing de vie qui doit naturellement les éloigner du communisme, il faut qu'elle passe la main aux Américains. On comprend fort bien alors, que les communistes soient à ménager, car, sous le prétexte de faire place aux jeunes nationalistes autochtones, ce sont eux, les communistes, qui doivent fournir les éléments de choc et de perturbation appelés à ruiner l'influence française.

« Le livre de White corrobore magnifiquement celui de Chouraqui. Après la lecture de ces deux ouvrages, tout ce qui paraît mystérieux dans la politique de Mendès-France semble lumineux. Il s'agit en somme de réaliser une Europe géographique intégrée dans le grand mouvement matérialiste américain, au profit d'un supernationalisme juif. »

⁂

Ce plan politique à longue échéance, que notre lecteur définit fort bien et dans une perspective, à notre avis, très juste, il n'est pas difficile de voir qu'il ne correspond pas plus aux vœux des nationalistes arabes qu'à ceux des nationaux français. Dès lors, le dialogue n'est-il pas possible ? Ceux qui ont en France le souci de l'intérêt national, ceux qui ont en Europe le souci de l'intérêt européen, n'ont-ils pas le droit de dire aux nationalistes arabes : « Les Français ont pu être maladroits, leurs gouvernements ont été parfois injustes, mais ne voyez-vous pas dans quelle folle politique vous vous engagez ? Vous faites tuer vos camarades, vous faites assassiner des colons et des soldats français, vous mettez une rivière de sang entre vous et nous qui avons, au fond, les mêmes intérêts, et vous faites tout cela, en réalité, au profit de vos pires ennemis, qui rient et se frottent les mains en nous voyant nous dévorer. Non, l'indépendance que vous réclamez ne sera pas *votre* indépendance. Vous êtes trop faibles pour être indépendants, nous le savons puisque nous en sommes là aussi. Votre indépendance n'existera que sur le papier. En réalité, les Etats que vous aurez créés tomberont en quelques années sous l'influence économique et politique des Etats-Unis, les Juifs y débarqueront insensiblement par milliers et on ne vous permettra pas de vous y opposer, et vous vous apercevrez, au bout de ce temps, que vous aurez versé tout ce sang non pour vous, mais pour des hommes que vous détestez. »

Il ne peut donc être question pour nous de nous associer à des mesures de capitulation ou de faiblesse en Afrique du Nord. Nous soutiendrons tous ceux qui exigent du gouvernement français que la présence française soit défendue par les mesures les plus énergiques, y compris une campagne militaire si nous y sommes contraints. Nous appuierons et nous défendrons cette politique d'énergie parce qu'elle est d'un intérêt capital pour la France et aussi pour l'Europe. Nous croyons que la politique de la France doit être de s'obstiner à créer une communauté européenne, que cette communauté européenne est une chimère si elle est privée de la possession de l'Afrique et qu'une des tâches capitales de la France en ce moment, et aussi de toute l'Europe, est de préserver cette possession de l'Afrique qui doit être ouverte, dans le cadre de l'unité européenne, aux nationaux de toute la communauté. Mais nous souhaitons ardemment que cette politique de défense ne devienne pas une politique d'hostilité à l'égard des Arabes. Ces terres qui nous ont coûté tant de sacrifices et qui nous sont aussi chères que notre propre

pays, nous devons leur donner non seulement l'ordre, mais la justice. Nous ne leur apportons pas la justice quand nous supportons que l'Arabe mène une vie misérable dans son propre pays, que le chômage et la misère restent endémiques, que rien ne soit entrepris contre la faim, la pauvreté et le déclassement humain d'un peuple auquel nous devons, en échange de notre présence, le bien-être et une vie décente. Nous ne leur apportons pas la justice non plus quand nous refusons systématiquement aux Arabes une réelle égalité de droits avec nous et l'accès aux postes auxquels leur capacité leur donne droit. Malgré nos fautes, la majorité de la population arabe nous reste profondément attachée. A nous de défendre les Arabes contre l'hypocrisie d'un régime faussement démocratique qui leur promet la liberté totale et qui ne leur apporte que le mensonge et l'exploitation. Appelons-les à combattre avec nous, non pas la France ni l'Europe, mais les hommes qui nous imposent, à nous comme à eux, la sale dictature de leurs combines et de leurs trafics.

Malheureusement, comme tous nos autres problèmes, celui de l'Afrique du Nord est commandé par la nécessité d'un changement radical de notre politique. Même avec la Ligue arabe, il y a un terrain d'entente. Quand la commission politique de la Ligue arabe met à son ordre du jour six points dont cinq concernent les problèmes qui se posent aux pays arabes en fonction de leur politique avec Israël, il y a au moins cinq points de cet ordre du jour sur lesquels rien n'empêche un gouvernement français de se déclarer totalement d'accord avec les pays arabes. Aucun traité, aucune communauté d'intérêt ou de culture ne lient la France à l'Etat d'Israël. Si nous avions le courage de nous en apercevoir et d'exiger de nos gouvernants qu'ils s'en aperçoivent et en tirent les conséquences, il y aurait là sans doute un terrain d'entente à partir duquel on pourrait peut-être aboutir à autre chose que l'alternative de la capitulation ou des coups de fusil.

Maurice BARDECHE.

L'opinion anglaise et l'Allemagne

(de notre correspondant à Londres)

Le Dr John Heeman, évêque de Leeds, vient de poser ces questions : « Quelqu'un croit-il encore que, dans une nouvelle guerre, la France se battra pour n'importe quelle raison au monde ? Croyons-nous vraiment que ces discussions sibyllines sur le nombre de divisions, d'avions et de canons que la France pourra fournir à la défense de l'Europe ont une quelconque signification ? » Le Dr Heeman, qui prenait la parole pour dire que les mesures anti-alcooliques proposées par le gouvernement Mendès étaient indignes d'un pays civilisé, en oubliant toutefois de rappeler qu'à Londres et dans toute la Grande-Bretagne de semblables restrictions, mais beaucoup plus poussées, existent depuis Victoria sinon avant, dénonça l'allégeance à une idéologie — le communisme — qui signifie dépendance de l'étranger. Il ajouta assez crûment : « La France est tombée bien bas et bien vite. » Puis il remarqua : « La coexistence avec le communisme est aussi impossible que le voisinage d'un ice-cream et d'une chaudière. » Nous sommes loin de partager tous les sentiments de l'évêque de Leeds. Sa diatribe contre la France, au demeurant moins dirigée contre son peuple que contre ses gouvernants et les responsables d'un lent déclin, était assez maladroite, pour ne pas dire déplacée. Mais enfin, il faut reconnaître à cet homme le courage de ses opinions. Après la mort de George VI, il stigmatisa la B.B.C. pour « avoir envelop-

pé la nation d'une tristesse organisée ». Quand Tito fut reçu en grande pompe par Elizabeth à Buckingham, il fut l'un des seuls, avec l'écrivain catholique Evelyn Waugh, à protester publiquement et fermement alors que l'ensemble des bien-pensants se voilaient pudiquement la face.

Bref, le Dr Heeman est l'un des rares représentants d'une opinion anglaise qui manifeste ses jugements et exprime ses pensées sans se conformer aux vérités toutes faites ni aux sentiments du public. Il y en a ainsi quelques-uns qui, comme lui, se permettent de basculer de vieilles légendes et de critiquer des personnalités officielles apparemment irréprochables. C'est cette opinion que nous allons brièvement examiner ici en ce qui concerne l'Allemagne, dont nous avons dit précédemment qu'elle compte toujours en Grande-Bretagne quelques adversaires farouches et décidés — peut-être même prêts à tout pour saboter l'arrivée de la République fédérale dans les conciles atlantiques. L'autre jour le maréchal Kesselring était interviewé à la télévision britannique et, parce qu'il eut le malheur de dire ce que savent depuis longtemps les gens bien renseignés, à savoir que « les Allemands n'ont pas perdu la bataille de Grande-Bretagne, elle fut prématurément arrêtée », des excités (on devine lesquels) téléphonèrent à la B.B.C. en signe de protestation. De même, Adenauer et Heuss ayant félicité Von Neurath pour sa libération de l'inhumaine prison de Spandau, des Anglais ont écrit qu'ils allaient trop loin (de quoi se mêle-t-on, puisque sa souveraineté est en train d'être rendue à la République de Bonn ?) et même dans un hebdomadaire comme « Truth », qui, lorsqu'il était dirigé par l'excellent journaliste A.K. Chesterton, avait publié une étude très favorable sur notre directeur Maurice Bardèche et ses deux livres consacrés au procès de Nuremberg, ce même « Truth », devenu puritain, conservateur, churchillien et edenesque, a estimé que des fleurs pour Neurath étaient de trop.

Remarquons que, de tous les pays d'Europe, l'Allemagne est celui qui suscite le plus d'intérêt chez les Londoniens. L'Espagne reste victime d'odieux parti pris (elle est catholique et réclame Gibraltar), la France n'intéresse que par

sa cuisine et ses films sensuels, et la connaissance de l'Italie se réduit à Gina Lollobrigida et à la dégustation de raviolis dans de petits restaurants de Soho. L'Allemagne, par contre, est un sujet solide. Dans la mesure où les Anglais daignent, au cours de la lecture de leur presse quotidienne et hebdomadaire, accorder un coup d'œil à ce qui se passe « à l'étranger » (et il est bien entendu que le Commonwealth n'entre pas dans cette expression péjorative), ils liront, entre les dernières nouvelles se rapportant au cricket, aux paris de football et aux papotages de Buckingham, ce qui a trait à l'Allemagne. Aussi la presse doit-elle satisfaire cet appétit très particulier chez un peuple traditionnellement xénophobe. Elle le fait avec plus ou moins de bonheur. Le « Sunday Dispatch » vient de publier de larges extraits d'un livre de Rudolf Hess, « Prisonnier de la Paix », qu'une petite maison d'éditions londonienne fait paraître ces jours. La revue hebdomadaire illustrée « Illustrated » a donné les mémoires d'Hoffman, le photographe du Führer, accompagnés d'abondants documents photographiques fort intéressants (et, chose curieuse, sans commentaire déplaisant). Le concurrent immédiat de l'« Illustrated », le « Picture Post », après avoir publié à plusieurs reprises des grandes enquêtes sur la « nouvelle Allemagne », donne en ce moment un récit assez suspect sur la fameuse Organisation Gehlen. L'autre jour a pris place dans la vitrine du libraire un ouvrage qui retrace la formidable épopée de la petite voiture populaire « Volkswagen ». Aujourd'hui un journaliste anglais, Charles Foley, signe un volume consacré aux exploits d'Otto Skorzeny, « Commando extraordinaire ». Indépendamment de cela, le Sunday Press », de Dublin, a publié en feuilleton voici quelques mois un livre retentissant du capitaine Russell Grenfell, dans lequel celui-ci écrit notamment que la demande de capitulation sans conditions formulée par Roosevelt et Churchill fut « l'une des plus graves fautes de l'histoire ». Grenfell va encore plus loin : « Les milliers de Britanniques qui croient que l'Allemagne seule est responsable de cette guerre, se trompent profondément. » Il ajoute : « Reddition sans condi-

tions... Haine totale... Guerre totale contre l'Allemagne... Le monde paie maintenant les fautes de Churchill. »

Empressons-nous de dire que le capitaine Grenfell, qui combattit honorablement dans l'armée britannique, n'est point unique de son espèce. Depuis longtemps le grand critique militaire Liddell Hart (auteur de « Les généraux allemands parlent », « La défense de l'Europe » et d'une présentation de l'édition anglaise des « Papiers » de Rommel) s'efforce à la justice et à l'objectivité. Cela lui valut d'être traité par un certain Shulman du « Sunday Express » de « fervent ami de la Wehrmacht ». En 1951, dans une lettre au « Times », Liddell Hart écrivait : « Il est maintenant plus que temps que nous reconnaissions la nécessité et la justice d'une révision des procès de militaires allemands. Quiconque étudierait avec objectivité la procédure de ces procès trouverait nombre de raisons de douter de l'équité des verdicts rendus et arriverait à la conclusion que la plupart d'entre eux auraient été cassés par des tribunaux neutres ou impartiaux qui n'auraient pas été liés par le précédent du procès de Nuremberg. » Auparavant, en 1949, le procès et la condamnation du maréchal Von Manstein avait provoqué en Angleterre des réactions diverses. On se souvient peut-être qu'un membre du Parlement de Westmінter, le socialiste Reginald Paget, fut désigné (c'est un brillant avocat) pour assister les défenseurs allemands. Il le fit avec fougue et souleva de violentes polémiques. A l'époque, le « Times » reconnut d'ailleurs « que Manstein personnellement s'était conduit avec dignité ». Parmi les autres militaires qui se piquent de politique, le capitaine Ramsay a publié il y a trois ans un fort intéressant volume, « La guerre sans nom » (« The Nameless War »), où, après avoir démoli pas mal de légendes au sujet de l'Allemagne, il établit les responsabilités juives dans la catastrophe de 1939. On connaît d'autre part le fameux général J. F. C. Fuller, spécialiste des blindés et de l'histoire militaire. Alors que tout le monde en était encore aux « crimes nazis », pour le plus grand profit des hôtes du Kremlin, il déclarait à la revue « U. S. News and World Report », ce qui eut le don de déchaîner l'ire des rédacteurs du « Monde » : « L'Allemagne et l'Espagne peuvent devenir des alliés précieux pour l'Occident, mais la France est une charge. »

⁂

Dans la grande presse hebdomadaire, celle qui vit de sensations et de scandales, faisons nos compliments au « Sunday Graphic » (qui appartient au groupe ultra-conservateur de Kemsley). En date du 12 octobre 1952, il a publié un article éminemment favorable à l'Allemagne. Certes, sur la page d'à côté, lord Mancroft ressortait les mensonges les plus éculés, tels que : « Le peuple qui nous a plongés dans un bain de sang et deux guerres mondiales, qui a conservé l'Europe dans le chaos pendant mille ans (?), n'a pas changé » ; et : « Il leur manque une chose : ils ne sont pas civilisés. » Mais voici ce morceau de bravoure : « En tant que président de l'Association anglo-allemande formée pour promouvoir la compréhension entre les deux peuples, écrit lord Pakenham, il va sans dire que je crois l'amitié anglo-allemande non seulement essentielle mais possible, et que nous devons agir rapidement pour la rendre vivante et réelle. » Et plus loin : « Les anti-Allemands, pour la plupart, sont profondément ignorants de l'Allemagne d'après-guerre. » Et encore : « Personne ne suppose que nous réarmons aujourd'hui pour nous défendre contre les Allemands. Notre pays ne pourrait survivre à une nouvelle guerre à moins que l'Europe ne soit défendue ; or l'Europe occidentale ne peut être défendue sans l'aide active des Allemands. » Lord Pakenham continue : « Historiquement, la théorie selon laquelle les Allemands furent plus agressifs qu'aucun autre peuple est une complète absurdité. Il y a cinquante ans nous étions plus près d'eux qu'aucun autre peuple. Nous voulions une alliance avec eux. Regrettablement, celle-ci fut rejetée, aussi nous nous tournâmes graduellement vers nos adversaires traditionnels, la France et la Russie. L'Allemagne doit, sans doute, partager une part considérable des responsabilités de la première guerre, mais, à mon point de vue

comme à celui de nombreuses personnes, la Russie, l'Autriche-Hongrie et la Serbie sont encore beaucoup plus responsables. Je pourrais aussi dire que les Nazis allemands sont seuls responsables de la seconde guerre mondiale. Cependant, le manque de générosité et de science politique des Alliés à l'égard de la démocratie allemande de 1918 à 1933 ont beaucoup à voir avec la montée de la puissance nationale-socialiste. » Lord Pakenham, dont nous avons donné des extraits absolument littéraux du texte en question, sans y changer une virgule, termine ainsi : « Personnellement j'aime les Allemands et j'ai chez eux beaucoup d'amis très chers. Mais qu'on les aime ou non, il me semble complètement absurde d'essayer de les traiter comme s'ils étaient pires que les autres peuples. » Si l'on tient compte du fait que ces lignes parurent en 1952, c'est-à-dire à une époque où la République de Bonn ne jouissait nullement des avantages d'à présent, on peut dire que lord Pakenham ne manque pas de courage, surtout dans un pays où les antifascistes et les Juifs possèdent de puissants moyens. Aujourd'hui, c'est entendu, il en va un peu différemment. M. Morrison déclare : « Il ne faut plus détester les Allemands. » Churchill dit qu' « Adenauer est le plus grand homme d'Etat germanique depuis Bismarck » et, aux Communes, il vante « la virilité et l'énergie du peuple allemand ». Après les accords de Londres et de Paris, le « Daily Express » remarque, non sans ennui il est vrai : « Les Allemands sont maintenant nos alliés. » C'est à l'égard de ce « Daily Express » que lord Pakenham, une fois de plus, fit preuve de courage en dénonçant publiquement les mensonges, les calomnies, les insinuations perfides et le bourrage de crâne du dénommé Sefton Delmer, l'ami du traître Otto John dont il recevait des « informations », et dont les articles sur l'Allemagne sont les plus faux et les plus bêtes qui se puissent concevoir.

D'ailleurs, au sujet de l'opinion anglaise face à l'Allemagne, il faut s'entendre. On n'en dit pas que du bien. William Connor, dit Cassandra, du « Daily Mirror », ne peut s'empêcher d'appeler les Allemands « les Huns ». Hugh Dalton, qui est de l'extrême-gauche socialiste sans

être officiellement bevaniste, prétend : « Armez les Allemands, et vous aurez une nouvelle guerre. » Dans leurs commentaires, le « Daily Mail » et le « Daily Telegraph » laissent entendre qu'ils veulent bien serrer la main de leurs « nouveaux amis », mais qu'auparavant ceux-ci doivent bien faire leur « mea culpa » et s'accabler de tous les péchés de la terre. Le chargé des affaires criminelles du « Sunday Dispatch », un certain James Reid, met les pieds pour la première fois en Allemagne dans la petite ville de Duren, à la recherche de souvenirs et d'informations sur un aventurier anglais (il s'agit de Ronald Chesney, grand ami de la résistance) qui s'y est donné la mort. Il revient et note froidement, après avoir avoué son ignorance de la langue, des gens et des coutumes du pays : « J'ai vu dans leurs yeux l'expression typique de l'hostilité et de la brutalité germaniques. » C'est bête, mais sur un public non averti et mal informé, cela fait impression, ravive des souvenirs, entretient les malentendus et les préjugés. Il faudrait après cela dix articles de lord Pakenham pour rétablir l'équilibre mental des lecteurs ! Notons bien que ce cas n'est pas unique. Depuis des mois, un certain Willy Frischauer tente de corrompre l'opinion publique, en publiant dans quelques grands organes de Fleet street, d'absurdes récits à propos de l'Allemagne présente et passée. Il y en a d'autres, logés, comme lui, à l'enseigne pratique et confortable de l'antigermanisme. Lord Russell de Liverpool, dont le « Jewish Chronicle » a fait l'éloge (cela expliquerait ses origines) a publié l'été passé un ouvrage de compilation sur « les crimes nazis » intitulé : « Le fouet de la Croix Gammée ». Comme ses fonctions juridiques ne l'autorisaient pas à commettre un tel ouvrage, bourré de fautes et d'exagérations de l'avis même du président de la Chambre des Lords, lord Russell dut démissionner (on lui avait auparavant proposé de renoncer à publier le volume). Triste consolation : un éditeur communiste d'Allemagne de l'Est vient d'en acheter les droits.

Aux yeux de plusieurs personnes, nullement suspectes de germanophilie, comme par exemple les gauchisants du

« News Chronicle », le travail de Lord Russell n'avait plus aucun intérêt, n'apportait rien de nouveau (sinon des exagérations manifestes et délibérées) et venait inopportunément au moment des débats sur la future participation de l'Allemagne à la défense de l'Occident. Aussi, n'avait été le battage fait autour de ce livre par les enragés du « Daily Express », probablement sa publication aurait-elle passé complètement inaperçue. Il semble bien que, pour une part assez estimable, le public anglais, même resté naïf et souvent ignorant, ne va plus avaler toutes les couleuvres des Delmer et autres Russell. Répondant à certaine campagne de haine, un soldat de cette guerre écrivait au « Daily Herald » : « J'ai combattu contre les Nazis, non contre les Allemands ». Au moins, voilà qui est franc. Bien entendu, il resterait à expliquer que les jugements en bloc portés sur les nationaux-socialistes comme, par exemple, sur les SS sont sans valeur, et que Nuremberg ne fut qu'une imposture. Il semble que, peu à peu, la clarté se fasse dans les esprits. A propos d'un compte rendu de livre, dans le « Manchester Guardian », je relève cette ligne que l'auteur de l'article, F.-A. Voigt, fait sienne : « Hitler admirait la Grande-Bretagne et son empire. » Signalons, par ailleurs, qu'il existe à Wilton Park, dans le Sussex, un centre d'études anglo-allemand géré par le Foreign Office (à l'origine, en 1946, il était destiné aux prisonniers de guerre allemands). On y donne des conférences sur la politique et l'économie, on y discute des sujets du jour. Du côté britannique on note des parlementaires, des personnalités politiques, du côté allemand plusieurs généraux (Kuntzen, Hasso Von Manteufel visitèrent le centre) et de même des politiciens : avant ses ennuis au Parlement fédéral sous le nom de Richter, Fritz Roessler y fit lui-même un court séjour. La visite de quatre jours de Margaret au peuple rhénan, voici plusieurs mois, a également comporté d'heureux effets psychologiques, d'autant plus que la princesse a déclaré en Allemagne : « Je suis particulièrement heureuse de venir ici à un moment où de nouveaux rapports se développent entre nos deux pays ». Le « Daily Express » en a bavé de rage, et quant à « Tribune », l'organe crypto-communiste de Bevan, il suffoquait d'indignation.

Il est entendu qu'on ne peut, dans l'espace de quelques pages, résumer et définir tous les courants de l'opinion. Toutefois, il apparaît assez clairement à la lecture de la presse britannique que si l'on s'attarde encore sur les excès d'un régime, à tort ou à raison, et pour des questions d'opportunisme politique, il se dessine, par ailleurs, une nette volonté de compréhension dans le peuple avec le voisin allemand.

Bien sûr, il reste Krupp, la concurrence, la lutte pour les marchés. Mais, d'un autre côté, on a tout de même à se faire pardonner Dresde, Hambourg, la mutilation volontaire de l'Allemagne, une guerre inutile (selon le propre aveu de Churchill). Dans la mesure où les Anglais pensent comme lord Pahenkam, Liddell Hart, Fuller et d'autres, les erreurs du passé s'oublieront et la compréhension anglo-allemande sera d'un appui précieux pour l'Europe.

Pierre HOFSTETTER.

La crise israélo-américaine

Les Etats-Unis ont toujours été pleins de sollicitude pour l'Etat d'Israël, mais la hautaine intransigeance de ce dernier, qui a quelquefois rendu les relations délicates, est sur le point de provoquer une crise grave, lourde de conséquences pour la politique intérieure et extérieure des Etats-Unis, d'une part, et pour l'avenir d'Israël, de l'autre. Nous n'hésitons pas à mettre en balance la puissance *politique* des Etats-Unis et celle d'Israël, bien qu'il ne puisse être question pour le minuscule Etat d'Israël (qui vit uniquement des subsides de l'étranger) de détruire la puissance *militaire* formidable de la grande république américaine, mais il dispose sur le nouveau continent de moyens de pression tels qu'il peut obtenir la modification du gouvernement de Washington et, le sachant, ne se fait pas faute de proférer ouvertement des menaces.

Le sujet du litige est l'armement des Arabes. Depuis le mois de mars 1954, Israël voit, en particulier, d'un fort mauvais œil le réarmement de l'Irak et la conclusion de l'accord anglo-égyptien est venu grossir ses inquiétudes.

Le 1er septembre dernier, J. Bénaron se demandait, dans *La Terre retrouvée*, si les « remous politiques dans le Moyen-Orient » provoquaient entre Israël et les Etats-Unis une « crise » ou des « difficultés ».

Il était, cependant, obligé de reconnaître que, plusieurs fois, Israël avait bénéficié de l'appui américain.

Le 24 octobre 1952, le Président Eisenhower avait déclaré que l'humanité, aussi bien que la politique, exigeait l'intégration des réfugiés arabes dans les pays arabes et que leur résorption par Israël n'était ni possible, ni raisonnable. Une sous-commission du Comité des Affaires étrangères de la Chambre des Représentants avait voté, le 8 février 1954, une motion dans le même sens, recommandant aux Etats arabes d'accorder la naturalisation aux Arabes réfugiés sur leur territoire.

Dans l'affaire des réparations allemandes, les Etats-Unis s'étaient prononcés en faveur d'Israël et avaient certainement contribué à la ferme attitude du gouvernement de Bonn en face de la vive opposition arabe.

Lorsque l'Egypte s'était opposée à la libre navigation israélienne dans le canal de Suez, les Etats-Unis avaient apporté au Conseil de sécurité « un soutien de poids » à la protestation israélienne contre « l'infraction à la loi internationale et aux termes de l'armistice israélo-égyptien que constitue le blocus du canal ».

Au cours des années 1951-1954, les Etats-Unis ont versé à Israël 186.200.000 dollars, à titre d'aide économique, et 5.200.000 dollars pour contribuer à son outillage technique. Ceci, indépendamment des crédits très importants que, grâce à l'appui du gouvernement, Israël a obtenus des banques américaines.

Une seule fois (c'est un incident que Bénaron oublie de mentionner) les Etats-Unis se sont fâchés : c'est lorsque Israël a prétendu détourner les eaux du Jourdain. Les Etats-Unis tiennent en réserve un plan d'irrigation de la région jordanienne, plan calculé pour servir Israël aussi bien que ses voisins arabes, et lorsque de Beyrouth ont été élevées des plaintes contre les travaux qu'Israël essayait d'engager pour mettre Américains et Arabes devant le fait accompli, les Américains ont donné l'ordre aux Israéliens d'arrêter leur entreprise et les ont réduits à l'obéissance en procédant à une suspension temporaire de crédits.

Si, d'une façon générale, les Israéliens ont obtenu satisfaction auprès du Président Eisenhower, c'est qu'ils ont dans son cabinet même un avocat, nommé Rabb, qui

se dépense sans compter. Malheureusement, l'état de guerre froide auquel l'U.R.S.S. soumet le monde impose aux militaires américains des préoccupations que dominent les impératifs géographiques. Israël est situé dans une région vulnérable, qui commande les communications avec l'Océan indien et où, de surcroît, le pétrole est plus abondant et d'une extraction moins coûteuse que partout ailleurs. Il ne faut à aucun prix qu'une région-clé comme celle-là tombe aux mains des Soviets. Aussi, sous la pression de l'état-major américain, le Département d'Etat s'est décidé à gagner l'amitié des Arabes.

Qu'il le fasse avec un manque de tact caractérisé, recevant avec une égale faveur les simples agitateurs et les chefs authentiques, nous le constatons à nos dépens en Afrique du Nord depuis de nombreux mois, mais le principe d'une politique « d'apaisement » est en soi légitime, si elle n'est pas assortie de préoccupations idéologiques indéfendables. Or, les Américains n'ont pas à l'égard d'Israël d'arrière-pensée idéologique et si le Département d'Etat a été obligé d'employer un procédé peu agréable, c'est qu'il a été mis dans le cas de briser les résistances conjointes des sionistes et des Israéliens.

Au printemps dernier, le directeur du service du Moyen-Orient du Département d'Etat, M. Byroade, a pris la parole devant le « Conseil pour le judaïsme », organe des antisionistes, et a déclaré que, pour apaiser les craintes arabes d'une expansion juive au Moyen-Orient, Israël n'avait qu'à réduire, sinon interdire l'immigration juive (1).

Dans le monde entier, les Sionistes ont protesté avec véhémence et le chargé d'affaires israélien s'est élevé contre cette « intervention tout à fait injustifiée dans des affaires relevant strictement du domaine de la souveraineté d'Israël ». « C'est, a-t-il ajouté, le droit sacré de tout Juif d'immigrer en Israël et le gouvernement d'Israël constate avec regret qu'un porte-parole officiel du gouvernement des Etats-Unis ait (*sic*) cru devoir mettre en question ce principe fondamental. Ceci risque de provoquer une tension sérieuse dans les relations amicales entre Israël et les Etats-Unis. »

(1) *La Terre retrouvée*, 15 mai 1954. (Washington sur les pas de Bevin.)

De son côté, le Président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, Mosha Sharett, s'indignait que des armes aient pu être livrées à l'Irak sans conditions, sans même exiger de lui qu'il signe l'armistice avec Israël et mette un terme à la guerre froide.

M. Foster Dulles est beaucoup trop préoccupé par l'armement soviétique pour s'arrêter à des plaintes de ce genre. Il poursuivit sa politique de mise en défense du Moyen-Orient et concourut à l'accord anglo-égyptien.

Voyant que le colonel Nasser allait, lui aussi, recevoir des armes, et que les bateaux à destination d'Israël risquaient encore d'être arrêtés dans le canal de Suez, les Juifs commencèrent à menacer le gouvernement des Etats-Unis d'une pression de l'opinion mondiale pour l'obliger à modifier sa ligne de conduite politique et Bénaron écrivit dans *La Terre retrouvée* :

« ...Ce sont, par contre, des raisons pour que soit menée une action diplomatique et politique sérieuse et énergique à Washington par l'Etat d'Israël et partout aux Etats-Unis par le mouvement sioniste américain, en faveur de la révision de la politique du Département d'Etat. Les Etats-Unis ne sont pas un vulgaire Etat autoritaire; ils sont une démocratie où l'opinion publique, malgré quelques éclipses récentes, est libre, joue encore un rôle puissant et pèse sur l'attitude du gouvernement.

« Au fond, l'administration actuelle des Etats-Unis fait preuve dans le Moyen-Orient, exactement comme dans quelques autres lieux du monde, d'un manque de psychologie. Mais la pression de l'opinion publique américaine et européenne pourrait avoir une influence salutaire sur le gouvernement des Etats-Unis, surtout à l'heure actuelle, à la veille des élections législatives qui doivent avoir lieu en novembre. N'oublions pas que les cinq millions de citoyens américains juifs ont aussi leur mot à dire.

« Cette action est en cours à Jérusalem, à Washington et à New-York. Les observateurs sérieux ne sont pas trop

pessimistes quant à son efficacité et à sa réussite éventuelle. »

M. Foster Dulles, qui ne se laisse pas facilement détourner de son but, négligea avertissements et menaces. Au début de septembre, un haut fonctionnaire du Département d'Etat, Lincoln White, déclara au chargé d'affaires d'Israël que la politique de représailles pratiquée par l'armée israélienne causait de graves soucis à Washington, car loin de diminuer les haines et les chances de conflit, elle augmentait plus qu'elle ne diminuait la tension le long de la ligne d'armistice. La semonce fut durement ressentie.

Mais, jusque dans les rangs des parlementaires républicains, Israël trouva des partisans d'un geste d'apaisement en sa faveur.

Le Président Eisenhower saisit l'occasion des fêtes du tricentenaire de l'installation des Juifs en Amérique pour faire une déclaration conciliante.

Ces fêtes étaient célébrées avec un grand éclat par deux cent cinquante communautés juives. A la cérémonie de la synagogue de Central Park, on remarqua des membres du Congrès, le consul général d'Israël, de hauts fonctionnaires de l'Etat et de la ville de New-York, Sebag Montefiore, représentant la communauté hispano-portugaise de Londres, des rabbins d'Amsterdam et du Surinam.

Le Président Eisenhower prit la parole au grand banquet du tricentenaire devant deux mille convives. Citant le prophète Isaïe, il souligna le désir qu'avait l'Amérique de maintenir la paix, « un noble concept de notre civilisation judéo-chrétienne ». Puis, il fit allusion à l'accord anglo-égyptien et exprima le regret que des difficultés majeures entre Israël et les Etats arabes restent sans solution. Il ajouta que l'Amérique voulait une paix juste :

« Par amitié pour les deux (Arabes et Israël), dit-il, nous continuerons à contribuer à l'établissement de relations pacifiques entre ces peuples. En aidant au renforcement de la sécurité dans tout le Proche-Orient, nous nous assurerons que toutes les armes que nous fournirons serviront à ce but et non à créer une rupture de l'équilibre local

susceptible d'être utilisée pour l'intimidation et l'agression de l'une quelconque des nations voisines. » (1)

Le président du banquet lut alors un message de Sir Winston Churchill disant :

« ...Votre pays doit beaucoup la haute position qu'il occupe au généreux accueil que vous avez toujours réservé à ceux qui ont été victimes de la persécution dans leur propre pays pour des raisons de race, de religion et de politique... »

Les Juifs tiennent une place très importante dans le syndicalisme américain. Le chef du *Congress of Industrial Organisation*, la centrale « progressiste » qui compte des millions d'adhérents, est dirigée par Jacob Potofsky. David Dubinsky est, depuis de nombreuses années, à la tête de l'*International Ladies' Garment Workers' Union* (le syndicat des ouvriers tailleurs). Ces infiltrations n'empêchent pas les Juifs d'avoir leur propre organisation syndicale, le *Jewish Labour Committee*, que préside Adolphe Held.

Les représentants de ces trois organisations se joignirent à ceux de la Fédération américaine du Travail au Biltmore Hotel. Ils étaient mille, mais prétendaient représenter un million de travailleurs. Ils réclamèrent des armes pour Israël et Jacob Potofsky exigea que la France, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis réunissent une conférence israélo-arabe en vue de la paix et « scellent les portes jusqu'à ce qu'elles aient négocié une vraie paix ».

Potofsky, Held et Dubinsky firent ensuite acclamer une motion demandant au Président Eisenhower et à M. Foster Dulles l'arrêt de l'armement des Arabes et la liberté de la navigation dans le canal de Suez.

De leur côté, les sionistes se réunirent au nombre de 1.500 au Commodore Hotel ; ils acclamèrent une vingtaine de membres de la Légion britannique, coiffés du bonnet de police anglais et porteurs de drapeaux américains et israéliens, sur lesquels on pouvait lire : « Levez le blocus d'Israël ! N'étouffez pas Israël ! ».

Les manifestants furent très mécontents de la récep-

(1) *The Jewish Chronicle*, 22 octobre 1954.

tion de leurs délégués par M. Foster Dulles. Ce dernier estimait inutile de reprendre les négociations avec le chargé d'affaires d'Israël avant les élections et déclara que les garanties d'amitié qu'il avait données étaient suffisantes, que les difficultés de ce problème seraient résolues comme tant d'autres l'avaient été. Puis, il se leva pour indiquer que l'audience était terminée.

Il y avait dans l'assistance, outre les sionistes, des personnages qui n'ont pas l'habitude d'être ainsi éconduits : des représentants du Congrès juif d'Amérique, des *B'Nai B'rith*, de la Synagogue unie et de la Congrégation hébraïque. Puisque M. Foster Dulles ne semblait pas vouloir inclure Israël dans un pacte de sécurité mutuelle ou lui offrir des armes, ils passèrent à l'action. Peu après, le vice-président Nixon se plaignit qu'une effroyable campagne de calomnie déferlait sur la Maison Blanche.

C'était le début d'un thème de propagande électorale. Cependant, les sionistes allaient trouver les candidats aux élections et les mettaient en demeure de s'opposer au réarmement des Arabes. 315 candidats (dont 110 républicains) consentirent à signer une motion dans ce sens.

D'autre part, les sionistes agirent en Angleterre et Sir Anthony Eden vient d'être l'objet d'une interpellation travailliste. Parmi les orateurs, on remarqua Herbert Morrison et Barnett Janner, président de la Fédération sioniste de Grande-Bretagne, député de Leicester. Sir Anthony rassura ses interlocuteurs en leur disant qu'ils sous-estimaient la puissance militaire d'Israël et que, d'ailleurs, les termes d'une déclaration de 1950 obligeaient l'Angleterre, la France et les Etats-Unis à défendre Israël en cas d'agression. Il promit de mettre ses talents de négociateur au service d'Israël et de trouver une solution satisfaisante pour tout le monde dans le Moyen-Orient.

MM. Eisenhower et Foster Dulles ne peuvent plus maintenant douter que des obstacles intérieurs et extérieurs s'opposeront à la politique de l'état-major américain et qu'ils risquent fort d'avoir à réviser leurs plans d'organisation du Moyen-Orient.

Georges OLLIVIER.

La conférence de Moscou

Ce numéro était sous presse quand nous avons pris connaissance des textes de la conférence de Moscou, que nous n'avons plus le temps de commenter. Bornons-nous à cette analyse sur laquelle nous reviendrons.

La funeste décision de rejeter la communauté européenne commence à porter ses fruits. Les deux blocs hostiles préparent des positions qui sont, en réalité, celles de l'ultime marchandage. La Russie procède à l'inclusion de l'Allemagne orientale dans le bloc militaire soviétique pour avoir une pièce à échanger contre le retrait de l'Allemagne occidentale du bloc militaire américain. Elle proposera ensuite, comme aux échecs, l'échange des deux tiers. Et cette solution est fatale, car elle la seule qui reste, hormis la guerre : elle était inscrite inéluctablement dans le vote qui a rejeté la C.E.D.

Le résultat des élections allemandes, aussi bien que la confiance de Moscou, nous montre que nous allons à grands pas vers l'acceptation de la proposition soviétique de 1952, réitérée il y a quelques semaines : la neutralisation d'une Allemagne réunifiée. C'est à cette solution qui satisfait tant d'intérêts si divers et, chez nous du moins, tant de calculs inavoués, que nous mènera la conférence proposée pour le mois de mai par l'actuel président du Conseil.

Nous ne pouvons donner tort aux Allemands qui pensent que, pour eux, la réunification de leur pays doit passer avant tout. Mais il faut voir, tout au moins, que cette solution casse les reins, pour une génération, comme le voulait la Russie, à tout projet européen. Car il est peu probable, malheureusement, que la Russie et les Etats-Unis acceptent que l'Allemagne neutre devienne un Etat-pilote que d'autres Etats européens pourraient peu à peu rejoindre dans la même neutralité.

Nouvelles européennes

Nouvelles politiques

L'Allemagne et la Sarre

L'accord sur la Sarre peut être envisagé de trois manières différentes : au point de vue des intérêts strictement français, à celui du *sacro egoismo* allemand et enfin au point de vue de l'Europe. Examiné sous l'angle du nationalisme français, il donne satisfaction à la France, car il est dans le droit fil de la revendication formulée par Clemenceau en 1919. Considéré sous l'angle du nationalisme allemand, il est inacceptable pour l'Allemagne. Qu'en est-il si on le juge avec des yeux d'Européen, c'est-à-dire avec les yeux d'un homme pour qui la paix, la stabilité et l'ordre en Europe occidentale importent le plus ?

L'Europe ne connaîtra pas de sécurité tant que la menace soviétique sera présente à sa frontière orientale. Mais elle ne connaîtra pas non plus de stabilité tant que l'Allemagne demeurera disloquée, car le morcellement de ce pays fut, est et demeurera un des principaux facteurs de trouble et de conflit en Europe. J'irai même plus loin : aussi longtemps qu'une organisation de l'Europe occidentale ne comprendra pas une Allemagne restaurée dans son intégrité territoriale, il n'y aura pas d'Europe homogène et unie, il n'y aura qu'une construction politique artificielle et provisoire, une coalition temporaire de pays associés contre un péril commun.

Est-ce à dire qu'une telle association défensive ne doive pas être mise sur pied ? Certes non. Et c'est pourquoi il faut se féliciter de la création de cet organisme militaire que l'on a baptisé l'Union de l'Europe occidentale. Mais ceci dit, il y a lieu d'ajouter que si cette coalition associe ses membres, en revanche l'accord sur la Sarre les désunit, car il fait naître au cœur de l'Europe un abcès qui affectera la santé du nouvel organisme. Nos hommes politiques à courte vue ne semblent pas se rendre compte que, pour qu'une alliance soit réelle et durable, il ne suffit pas que les Parlements la ratifient ; il faut encore qu'elle soit conclue dans une atmosphère détendue et que les peuples qu'elle concerne lui donnent leur accord. Il faut surtout que ladite alliance ne détruise pas son objet en consacrant un état de choses inadmissible pour l'une des parties. On ne peut allier durablement deux pays qu'un grave différend divise ; on ne peut faire accepter à un peuple une alliance qui homologue à ses yeux une injustice. Se refuser à reconnaître ces vérités premières, c'est bâtir sur le sable.

C'est bien pourquoi il me paraît équitable et prudent d'ajouter à l'accord sur la Sarre un protocole additionnel, selon le précédent créé par M. Bidault au sujet de la C.E.D. A cette époque, le gouvernement français imagina la condition impérative du « préalable sarrois », que M. Mendès devait maintenir jusqu'au bout. De son côté, le gouvernement italien fit entendre que la ratification de la C.E.D. dépendait du règlement de l'affaire de Trieste. En d'autres mots, il était plus important pour Paris et pour Rome de résoudre à leur satisfaction les problèmes sarrois et triestin que de constituer une armée européenne. Mais, dès lors que ce *sacro egoismo* paraît des plus naturels lorsque des intérêts nationaux français et italiens sont en jeu, interdira-t-on à l'Allemagne de faire valoir les siens ?

Si les maîtres du monde libéral et parlementaire avaient quelque souci de l'avenir démocratique de la République fédérale, ils se demanderaient quels sentiments éveillerait chez les Allemands le détachement de la Sarre. Mais, pas plus que leurs prédécesseurs ne se sont inquiétés à Versailles des conséquences, fatales et prévisibles pourtant, de l'amputation de Dantzig, ils ne se

soucient aujourd'hui des conséquences de l'accord sur la Sarre. Quelles en seront les suites ? Je puis vous le dire avec une quasi-certitude : la propagation dans l'avenir du slogan que voici : « Hitler a recouvré la Sarre, mais Adenauer l'a abandonnée ! » Que répondrez-vous, bons démocrates, quand les Allemands vous diront : « Hitler a recouvré ce territoire démocratiquement à la suite d'un plébiscite qui donna 90,8 pour cent des voix en faveur du retour à l'Allemagne, tandis qu'Adenauer a cédé la Sarre sans qu'elle ait pu se prononcer pour ou contre ce retour » ?

Dans cette affaire, l'affirmation, soit en France, soit en Allemagne, de l'« égoïsme sacré » ne peut aboutir qu'à l'affirmation de l'égoïsme sacré chez le partenaire, donc à l'apparition d'un antagonisme dangereux. C'est ainsi que naissent les discordes qu'un jour ou l'autre une épée vient trancher. Ce n'est pas de cette manière qu'on peut bâtir l'Europe, ni établir un climat de confiance et d'amitié entre la France et l'Allemagne. On ne résout pas un problème comme celui de la Sarre en la gagnant au poker vers quatre heures du matin et en publiant que le perdant est satisfait de son sort. Il y a trente-cinq ans, les dictateurs de Saint-Germain et de Versailles ne se sont pas occupés des sentiments qu'ils éveillaient chez les vaincus, et les conséquences de cette aberration, ce furent l'avènement d'Hitler, la dévastation de l'Europe et l'installation du bolchevisme au cœur du Continent.

Pour que la convention sur la Sarre soit ratifiée non seulement par le Bundestag, mais aussi par l'opinion d'outre-Rhin, il est indispensable d'introduire dans l'accord une clause qui apaise l'inquiétude du peuple allemand et prévienne l'esprit révisionniste qui pourrait naître chez lui dans quelques années. Il faut que la Sarre puisse un jour exprimer librement, comme elle le fit le 13 janvier 1935, si elle désire être autonome ou si elle entend faire retour à l'Allemagne. En d'autres termes, il faut que les démocrates observent les règles de la démocratie, faute de quoi, dans vingt ou trente ans, on dira de nouveau que l'Allemagne ne respecte pas les traités.

Paul C. BERGER.

ÉCHOS

LES BELLES LETTRES DE M. ALBERT CAMUS

Dans un numéro récent du « Monde », Albert Camus écrivait une lettre émouvante à l'Ambassadeur d'Iran, pour protester contre les exécutions qui ont lieu en Iran à la suite du procès contre les officiers accusés d'avoir préparé un putch communiste. « Ce qui fait sursauter, dit-il, devant ces exécutions, ce n'est pas leur illégalité que de si loin il est difficile d'apprécier, mais leur masse. Ce n'est pas, en un mot, leur qualité, mais leur quantité. » On parle d'une soixantaine de condamnations, on vient d'en exécuter 23, on nous en promet d'autres. Quand bien même le gouvernement iranien aurait tous les droits écrits pour lui, nous ne pouvons lui reconnaître celui de massacrer à une telle échelle, quelles que soient les raisons juridiques ou nationales qu'on invoque. On ne nous empêchera pas de penser qu'une telle boucherie, car c'en est une, n'a qu'un rapport lointain avec la justice et la dignité nationale. »

Ces phrases sont fort bonnes et nous nous associerions volontiers à la supplique que M. Albert Camus adresse à l'Ambassadeur d'Iran. Quelle que soit la gravité des actes commis par ces officiers, des mesures de clémence plus larges n'auraient pas ébranlé l'autorité de l'actuel gouvernement iranien, et nous ne pouvons que déplorer avec M. Albert Camus une répression aussi impitoyable.

La position de M. Albert Camus serait toutefois infiniment plus forte si, en octobre 1944, il avait écrit précisément ces phrases, au lieu d'approuver, au nom de la conscience humaine, les exécutions qui avaient lieu à ce moment-là sur le territoire français. Pendant cette période, il y avait non pas 20 exécutions en France par semaine, comme actuellement en Iran, il y en avait 20 par jour dans chaque département français.

La conscience de M. Albert Camus n'était pas émue pour si peu. Il trouvait même dans ce temps-là qu'on ne fusillait pas assez et il demandait qu'on en ajoute. Sa sensibilité découvre qu'une telle boucherie n'a un rapport lointain avec la justice et la dignité nationale lorsque ces choses-là se passent en Orient. Lorsqu'elles se passaient en France, M. Albert Camus a attendu, soyons juste, cinq mois, avant d'émettre une protestation. Soyons justes, sa protestation est venue. Elle est venue quand on ne fusillait plus. C'est dommage

pour son éloquence. Nous souhaitons que celle qu'il émet actuellement arrive assez tôt pour éviter d'autres cadavres et, en ce sens, nous y joignons volontiers notre voix.

JULES MOCH ET VYCHINSKI

Jules Moch a multiplié les contacts avec Vychinski et ses assistants au cours de la session de l'O.N.U. sur le désarmement. La fréquence de ces contacts n'a pas laissé d'inquiéter la police américaine qui a exercé une discrète surveillance et fait demander à Paris s'il avait reçu des instructions à cet effet. Il parait que, de Paris, il a été répondu que Jules Moch agissait de sa propre initiative.

Un des surprenants effets des accords de Londres a été d'arrêter l'émigration allemande aux Etats-Unis. Plusieurs centaines de demandes de visas viennent d'être annulées. D'autre part, plusieurs savants allemands, attirés outre-Atlantique dans les usines atomiques, s'aperçoivent qu'ils sont exploités; ils se rendent compte que l'industrie allemande leur ferait de bien meilleures conditions et demandent à rentrer chez eux. Les Allemands reprennent confiance dans l'avenir de leur pays.

(Extrait de la « Newsweek)

L'AFFAIRE SIDOS

La presse, à l'exception de « L'Humanité », semble avoir accueilli avec la plus complète indifférence et même en la considérant comme parfaitement normale, l'arrestation de Jacques Sidos et des camarades qui ont détruit avec lui un certain nombre d'exemplaires de « L'Humanité » se trouvant dans une camionnette en stationnement. Il semble que l'instruction de cette affaire ait été poursuivie dans des conditions particulièrement rigoureuses, le juge s'attache surtout à retenir les conditions qui permettraient de la considérer comme un vol qualifié.

Il est impossible de ne pas rappeler à ce propos que, dans des circonstances analogues et récentes, non seulement l'inculpation de vol qualifié n'a pas été maintenue, mais que le magistrat instructeur a abouti très rapidement à un classement. Nous voulons parler de l'attaque des éléments communistes contre les vendeurs du « Figaro », qui s'accompagna, comme dans l'affaire Sidos, du vol d'un certain nombre d'exemplaires du « Figaro ». Cela se passait au moment où le parti communiste reprochait au « Figaro » d'avoir imprimé une interview de Skorszeny. L'instruction fut rapidement close et sans aucune condamnation. De même, il n'y eut aucune poursuite véritable contre les auteurs du pillage des locaux de « Réalisme », qui, en 1950, envahirent en bande, avec des armes, les locaux du boulevard Saint-Michel où était installée la petite revue d'opposition et se livrèrent à un pillage complet des bureaux, accompagné de vol de documents, de destruction de machines à écrire, de vol et destruction de matériel de bureau. Ces faits ne furent pas non plus retenus par la justice qui abandonna la poursuite.

Faut-il donc admettre qu'il y a deux catégories de délinquants aux yeux de la justice, ceux qui appartiennent au parti communiste et qui s'attaquent à des journaux bourgeois et auxquels tout est permis, et ceux qui appartiennent à des milieux nationaux et qui s'attaquent à des journaux communistes, actes qui sont alors qualifiés crimes ?

De telles poursuites mettent vigoureusement en relief les ménagements secrets et réels du gouvernement actuel à l'égard du communisme. De même que le gouvernement se garde bien de frapper d'une façon efficace le parti communiste algérien, de même, en France, il réserve sa sévérité à ceux qui accomplissent des actes dont on peut déplorer la violence et l'irréflexion, mais qui n'en sont pas moins dictés par l'indignation et la colère à des garçons dont le caractère et la vie ont été jusqu'à présent irréprochables.

Le gouvernement décourage et sabote systématiquement tout ce qui représente un anticommunisme militant. La poursuite de Jacques Sidos et de ses camarades est exactement dans la ligne de l'affaire Dides et de notre scandaleuse inertie en Afrique du Nord.

Jacques Sidos et ses camarades doivent être remis en liberté. Le gouvernement ferait mieux de s'occuper un peu plus activement de ceux qui fournissent des mots d'ordre, des renseignements et des armes aux bandes qui combattent en Afrique la présence française et les troupes françaises.

LES ALLEMANDS ET LE PROJET DE CONFERENCE A QUATRE

Le Deutsche Reich Partei vient de tenir un congrès à Nüremberg à l'occasion des élections qui ont eu lieu en Bavière et en Hesse. Ce congrès a été pour le D.R.P. l'occasion d'annoncer son alliance électorale avec le Deutsche Block en Bavière ainsi que son apparentement avec le groupement des réfugiés sur un certain nombre de secteurs électoraux. En même temps, la direction du Parti pouvait annoncer que la menace de dissolution qui pesait sur le D.R.P. avait été définitivement écartée, le ministre de l'Intérieur fédéral venant de déclarer récemment que le D.R.P. avait été constitué d'une manière parfaitement légale et que le gouvernement fédéral n'introduit aucune instance spéciale contre lui.

A l'occasion de cette réunion, Adolf Thadden a précisé dans une conférence de presse l'attitude du D.R.P. à l'égard de la proposition russe d'une conférence internationale sur les questions européennes, pour la création d'un système de sécurité européen. A ce sujet, Von Thadden fit connaitre que son Parti ne voit pas dans cette proposition la possibilité d'une solution du problème allemand. Selon lui, ce ne sont pas les trois Grands ou les quatre Grands qui doivent s'asseoir à une table de conférence pour déterminer la situation politique et militaire de l'Allemagne. Les partis nationaux en Allemagne attendent du gouvernement de Bonn qu'il présente des propositions constructives pour aboutir à une solution du problème de la réunification de l'Allemagne. Cette solution devrait tenir compte des intérêts du bloc oriental et du bloc occidental et être, autant que possible, avantageuse pour les uns ou pour les autres, selon la déclaration de l'ancien président du Bundestag. Pour le peuple allemand cette solution n'apparaitra comme juste que si elle est conforme à son droit.

L'EST NE PAIE PAS TOUJOURS

Peu de personnes connaissent en France le nom de Franke-Grieghsch, qui fut en 1950 et 1951, un des dirigeants de la Bruderschaft, association d'anciens officiers qui eut rapidement une certaine influence po-

litique. La carrière politique de la Bruderschaft fut assez tôt interrompue par des dissensions intestines entre deux tendances dont l'une était représentée par Franke-Grieghsch, ancien S.S., l'autre par Beck-Breichsitter, major de l'armée. Franke-Grieghsch soutenait, notamment, que des conversations directes avec les Soviets étaient indispensables en Allemagne si l'on voulait aboutir à la réunification.

Dans l'été de 1951, Franke-Grieghsch se décida à aborder à titre privé de telles négociations en estimant qu'il était impossible de perdre du temps plus longtemps. Il pensait qu'il aurait plus d'autorité auprès des Russes du moment qu'il n'appartenait pas à la coalition des partis de Bonn. C'est dans ces conditions que, dans l'été 1951, Franke-Grieghsch se rendit à Berlin-Est et qu'il eut avec les autorités soviétiques des conversations privées qui se déroulèrent dans une atmosphère encourageante. Franke-Grieghsch n'était nullement un Allemand pro-soviétique, il était de ces Allemands nationaux qui estiment qu'ils n'ont le droit d'exclure aucune méthode et aucun interlocuteur quand il s'agit de la réunification de l'Allemagne.

Après deux premières visites, il se rendit une troisième fois à Berlin, en octobre 1951, cette fois en compagnie de sa femme. Pendant que sa femme restait à Berlin-Ouest, Franke-Grieghsch gagnait Karlshorst où devait avoir lieu une nouvelle série d'entretiens. Au bout de trois jours, sa jeune femme ne voyant pas revenir son mari partit également à Karlshorst pour aller à sa recherche. Depuis ce jour, on demeura sans nouvelle de l'un et de l'autre.

Les bruits les plus divers coururent après cette disparition. Les uns accusaient Franke-Grieghsch d'être passé au service des Soviets, d'autres assuraient qu'il avait été condamné à mort comme criminel de guerre, d'autres enfin qu'il collaborait avec la police soviétique pour diriger un service d'infiltration dans les forces nationales d'Allemagne Occidentale.

C'est très récemment seulement qu'on vient d'avoir des nouvelles directes de Franke-Grieghsch par des déportées qui viennent de rentrer d'un camp soviétique. Déaprès leurs témoignages, Mme Franke-Grieghsch fut arrêtée en octobre 1951 par les autorités soviétiques et condamnée à vingt-cinq ans de travaux forcés, sous l'inculpation d'espionnage. Depuis septembre 1952, cette malheureuse jeune femme réside au camp de travail de Workuta, près de la mer de Glace. Son seul crime est d'avoir été à la recherche de son mari. Quant à Franke-Grieghsch lui-même, d'après le même rapport, il aurait été condamné à mort, mais la sentence ne fut pas exécutée et il aurait été transporté en Sibérie. On ne sait rien des motifs de la sentence. On présume seulement qu'aux yeux des autorités soviétiques Franke-Grieghsch serait apparu finalement comme un agent travaillant pour les puissances occidentales.

Le cas de Franke-Grieghsch contient un enseignement, ajoute Adolf von Thadden en rapportant dans le « Reichsruf » l'histoire que nous venons de résumer. « Il est un enseignement pour tous ceux qui pensent qu'on peut, sans puissance politique, entrer en conversation avec les Soviets, mentalité assez répandue en Allemagne en ce moment. »

Études et tribune libre

L'Europe et les Européens

Le seul résultat obtenu par ce gouvernement « efficace » reste jusqu'à présent la signature des accords de Londres. Ce n'est pas rien, il faut le reconnaître : des années d'espoir se sont trouvées sacrifiées d'un coup à une solution « technique » qui a fondamentalement modifié la politique européenne et l'éclairage de la scène internationale. Il n'est sûrement pas inutile de revenir sur ce tournant pour, à la fois, comprendre comment il a pu si brusquement s'opérer et tenter d'éclairer le rôle possible d'une opposition dans la conjoncture politique actuelle.

Lorsque M. Mendès-France est arrivé au pouvoir, l'on ignorait tout de ses idées et de ses intentions touchant la politique européenne. On savait certes où allaient les sympathies de son entourage, mais on connaissait aussi sa plus grande intelligence; on se rappelait l'orientation de ses déclarations de député, mais on avait aussi à la mémoire son goût affirmé pour l'empirisme de l'homme d'action aux prises enfin avec de véritables responsabilités. Comment, dans ces conditions, prévoir ce qu'il allait faire vis-à-vis de la C.E.D. et de l'Europe ?

Les dirigeants du Mouvement Européen connaissaient comme tout le monde son désir de parvenir rapidement à une solution du problème de la C.E.D. Ils savaient également qu'il n'avait aucune opinion véritable sur ce problème, et n'en avait jamais étudié sérieusement le dossier

avant le jour de son arrivée au pouvoir. Et cela, ils ne le savaient pas par de vagues rumeurs de couloirs, mais de diverses sources très autorisées, parmi lesquelles celle venant d'une des plus proches collaboratrices du chef du gouvernement, Mlle Léone Georges-Picot, fille du général Georges-Picot, l'un des dirigeants du Mouvement Européen. Ils lui apportèrent donc dans l'ensemble une confiance sincère, persuadés qu'il apporterait un œil neuf à l'étude du problème. Certains pensèrent même alors que, sans doute, devrait-on à Mendès-France cette ratification que ni Pinay, ni Laniel n'avaient pu obtenir.

Se fiant aux mêmes sources, voici la marche des événements que prévoyaient les leaders européens. La confrontation Kœnig-Bourgès-Maunoury n'était qu'une formalité. Mendès-France ferait voter d'abord sur les solutions de rechange, il s'avérerait qu'il n'y avait de majorité pour aucune des solutions qu'on voulait baptiser ainsi. On voterait ensuite sur la C.E.D. elle-même; en cas de rejet, c'était l'aveu de la part de l'Assemblée Nationale de sa totale carence dans le domaine de la politique étrangère, et elle devrait alors retourner devant les électeurs en chercher une.

Maintenant que les événements et les hommes se sont révélés si différents, il faut bien se demander à quoi a pu tenir une telle erreur d'appréciation qu'aucun « renseignement de source autorisée » ne suffit à justifier politiquement. Elle tient à deux raisons principales : l'une intellectuelle et l'autre sentimentale.

Les Européens, absolument convaincus de la justesse de leurs vues, ne doutaient pas qu'un homme intelligent, appliquant un esprit droit à ces problèmes, ne dût parvenir aux mêmes solutions. Leur seule inquiétude, dans les premiers jours du ministère, concernait la « loyauté » de Mendès-France; celle-ci leur semblant acquise, leurs appréhensions disparurent dans une large mesure. Ils entendirent ensuite : « loyauté » vis-à-vis des demi-promesses que leur avait laissé faire le chef du gouvernement, mais d'abord loyauté intellectuelle qui devait lui faire non pas même choisir, mais accepter les solutions évidemment

les meilleures. On voit que c'est là la manifestation d'un esprit rationnel et logicien qui, appliqué à la politique, peut faire commettre de grandes erreurs.

Mais aussi les Européens, vivant, à travers les partis à l'intérieur et à travers les pays à l'extérieur, une solidarité européenne déjà en grande partie réalisée, ne pouvaient croire qu'on s'en éloignât et ne pouvaient expliquer aux dirigeants des pays amis que l'Europe courût un grand risque du fait de la France.

L'Europe était pour eux le cadre d'action et le but des efforts. La question se posait pour eux ainsi : la situation européenne étant ce qu'elle est, comment réaliser cette C.E.D. qui marque un nouveau progrès de l'idée européenne ? Ils furent tout étonnés lorsque le chef du gouvernement, échappant à tout ce qu'il leur avait laissé entendre, passant par-dessus la tête de ses ministres mêmes, révéla enfin comment il entendait poser la question : la situation parlementaire française étant ce qu'elle est, le gouvernement a-t-il intérêt à jouer la carte C.E.D. ou non ?

Ils ne reconnurent plus les perspectives auxquelles ils s'étaient habitués. Leurs armes leur échappaient. La C.E.D. avait double visage et double fonction; d'une part progrès politique décisif de l'Europe, de l'autre organisation militaire. Sous le premier aspect — de loin le plus important pour les Européens — la C.E.D. ne comportait effectivement aucune solution de rechange; mais sous le second, elle pouvait toujours en comporter de très nombreuses.

De plus, la situation européenne et les promesses faites parlaient en faveur de la ratification; mais la situation parlementaire, présentée à des pays de régimes parlementaires, peut-être surtout aux U.S.A., expliquait la non-ratification et retournait les promesses faites contre les Européens accusés de bluff, alors qu'ils avaient voulu seulement définir une politique et ses nécessités, « choisir » sans autant en parler que certains autres.

Désorientés de n'être plus au pouvoir, les Européens n'ont su se faire à leur rôle d'opposants, auquel ils n'é-

taient point préparés. Ils ont péché d'abord par une excessive confiance faite à M. Mendès-France, trop enclins à croire qu'il s'empresserait de faire la politique qui leur semblait la meilleure. Ensuite, lors des négociations de Bruxelles, par une excessive confiance en la force de leur position. Peu soucieux de la situation parlementaire française, ils ont trop tenu aux structures juridiques des traités sur lesquels il fallait sans doute faire à Bruxelles les plus grandes concessions.

Le réarmement allemand n'inquiétait, au fond, pas du tout les députés, on l'a vu. Ce qui les inquiétait c'est l'atteinte *de principe* à ce qui touche le drapeau, la caserne, *l'uniforme* qui est comme une *définition*. L'Europe ? oui, mais qu'on ne la voie pas tout de suite ! L'Europe du charbon ? Oui, on ne la voit pas, et la communauté européenne du charbon et de l'acier a été votée. Mais l'Europe des uniformes ? On s'y habituerait sans doute en la voyant, mais qu'on ne le dise pas !

Ce n'est que cela ? Oui. Mais alors il ne fallait pas laisser à M. Mendès-France la possibilité de cet abus de pouvoir extrêmement grave : faire de cet obstacle de sensibilité une condamnation de toute Europe à six, faire de la présence des Sept la condition *sine qua non* d'une création européenne, ce qui tue la C.E.C.A., le pool vert, toute Europe réalisable. Et la démission récente de M. Jean Monnet vient le confirmer. Céder sur les détails du traité n'avait sans doute que peu d'importance ; toujours ce qui compte c'est *l'aveu* fait d'une certaine politique.

Et le pauvre général Kœnig ne s'y trompait pas, cette fois, en disant : s'il ne restait que les trois lettres C.E.D. je voterais contre.

L'on dira qu'il était sans doute difficile de faire entendre cela à nos amis d'Europe. Mais c'est bien là la preuve d'un manque dans la conception politique des Européens : trop claire, trop évidente, trop affichée, elle manque de cette « complicité » qui cimente les groupes, qui fait leur force, qui permet le plus élémentaire machiavélisme sans lequel la politique est privée de mains.

Si les échecs qu'une trop grande naïveté politique ont fait subir aux Européens leur apportent au moins la complicité de la volonté de revanche, on peut penser que ces échecs n'auront pas été inutiles.

Jusqu'à présent les hommes politiques qui étaient européens lorsqu'on parlait de l'Europe oubliaient ce que cela pouvait bien signifier aussitôt que l'on revenait aux problèmes intérieurs. Après le premier moment de stupeur qui suivit le rejet de la C.E.D., les réunions du Mouvement Européen se trouvèrent comme privées d'objet. La situation semblant acquise sur le plan international, les leaders européens se trouvaient incapables d'inventer une attitude à prendre sur le plan parlementaire. Le problème du vote ou du rejet des accords de Londres mis à part, il leur semblait manifestement abusif d'aborder ensemble la question de l'attitude parlementaire à adopter vis-à-vis du gouvernement. C'est une pudeur qui les retenait, et aussi leur peu de goût naturel pour le « mélange de genres ». On le disait, les Européens sont peu politiques.

Le front, un moment constitué, allait à nouveau se débander en dirigistes et libéraux, socialistes et conservateurs, buveurs de lait ou buveurs de pernod !... Heureusement, certains ont compris qu'il fallait réagir, qu'il fallait rendre aux mots « politique européenne » leur sens de « solution européenne ». Déjà certain M.R.P. disait récemment que la situation africaine se clarifierait si socialistes et M.R.P. affirmaient ensemble que, seule, la présence *européenne* peut être sauvée en Afrique.

C'est dans cette perspective encore qu'un indépendant, ancien R.P.F., disait : si la supranationalité a été rejetée des institutions, il faut la réintroduire partout dans les débats.

Souhaitons qu'aboutisse le projet de commission européenne d'étude des différents problèmes parlementaires nationaux. Souhaitons que soit rejeté le maigre jacobinisme national que nous propose un gouvernement qui ne connaît de l'espérance que sa forme cérébrale.

Bernard VORGE.

Les élections américaines

Le Président Eisenhower a perdu les élections par sa faute. Il a mis le Parti républicain dans le cas d'être éliminé pour de nombreuses années en 1956.

En fait, pour l'observateur attentif, il n'y a pas, il ne devait pas y avoir de déception. Le Président a exactement rempli le rôle attendu de lui par les puissants et invisibles personnages qui ont favorisé son élection et réussi par un tour de passe-passe à éliminer Taft. Ces hommes se rendaient compte que l'abandon de la Chine et de la moitié de l'Europe au communisme avait discrédité le Parti démocrate et que rien ne pouvait arrêter le raz de marée républicain, mais ils ne désespéraient pas de le canaliser et, tôt ou tard, de remettre en selle le parti de Roosevelt et de Truman qui favorise si bien leurs plans d'hégémonie mondiale.

La manœuvre a, en tous points, réussi : Eisenhower, qui ne voulait pas voir approfondir les responsabilités d'une politique à laquelle il a participé comme général, s'est facilement laissé manœuvrer par quelques journalistes et ces fonctionnaires de son cabinet que les républicains de droite appellent avec mépris la « Garde du Palais »; en moins de deux ans, ce sont les anticommunistes de toujours, Mac Carthy et ses amis, qui ont été traînés dans la boue, mis à l'écart de la campagne électorale, et ceux qui ont accompli « vingt ans de trahison » s'érigent en hommes d'expérience dont la diplomatie américaine, pour son bon renom dans le monde, n'aurait jamais dû se passer.

Eisenhower pouvait choisir le terrain de la campagne électorale : Mac Carthy lui offrait l'anticommunisme. Cela paraissait tout indiqué dans un pays voué au combat anticommuniste. C'était, en outre, son intérêt, car l'administration de Truman, en essayant de créer un régime de fonctionnaires stable (à l'exemple anglais, mais sans offrir les garanties d'efficacité et d'honnêteté du système anglais), est en réalité arrivée à maintenir en place des agents dont la seule mission est de préparer le retour des démocrates au pouvoir. Mac Carthy avait fort bien compris qu'ils trahissaient les ministres d'Eisenhower et qu'il n'était pas difficile de les réduire à l'impuissance en leur demandant compte d'un passé qui, pour beaucoup, était si louche qu'ils n'attendaient même pas d'être convoqués devant la commission d'enquête et démissionnaient dès qu'ils sentaient la menace peser sur leurs têtes.

En se laissant persuader de gouverner au-dessus des partis et de séduire les électeurs de gauche, en négligeant ses amis, en leur refusant des places qu'il abandonnait si généreusement à ses ennemis, Eisenhower a créé un immense mouvement de désaffection dans la droite républicaine.

Assez inélégamment, il disait : ils seront bien obligés de voter pour moi; ils ne peuvent pas voter pour un autre. Aussi, non content de déchirer leur programme et de leur refuser ses faveurs, il s'est même permis de relancer l'idée d'un nouveau dirigisme (un autre « New Deal ») qui est ce que les Américains attachés à l'idée de la « libre entreprise » détestent le plus.

Il croyait avoir rivé les électeurs de droite à son char. Il n'avait pas supposé qu'ils s'abstiendraient de voter et iraient pêcher à la ligne. Il avait, pourtant, été mis en garde contre cette éventualité. Les abstentionnistes avaient, de même, été prévenus qu'en cédant à la colère, ils risquaient de faire le jeu de leurs pires ennemis.

C'est ce qui vient de se produire, mais, lorsqu'ils ont vu Mac Carthy, menacé de la censure sénatoriale, renon-

cer à patronner des candidats qui lui demandaient leur appui, ils sont restés chez eux. Beaucoup de catholiques froissés ont, malheureusement, agi ainsi.

Par contre, les Juifs, rendus fous furieux par le réarmement des Arabes, ont voté en masse et fait voter les syndicalistes, les progressistes, sur lesquels ils pouvaient avoir de l'action.

Presque jusqu'à la dernière heure, Eisenhower a refusé de faire campagne et quand il s'y est décidé, sur les instances de la Garde du Palais, affolée par les perspectives de l'échec, il l'a fait à contre-cœur et mal. Il a laissé les démocrates choisir les thèmes de la camapgne : l'insuffisance de la lutte contre le chômage et de l'aide accordée aux fermiers du Middle West. Or, le chômage n'a rien de catastrophique : il atteint 3.000.000 de personnes. Roosevelt a connu des chiffres de 7 et 11.000.000 sans pour cela perdre la tête. Quant à la politique de subventions démagogiques à l'agriculture pratiquée depuis vingt ans, on ne pouvait la continuer, ni dans l'intérêt d'une production rationnelle, ni dans celui des contribuables. Mais il fallait avoir le courage de choisir : l'inflation modérée n'a satisfait ni les libéraux, ni les syndicalistes, ni les fermiers habitués à de faciles victoires d'intimidation. Elle n'a pas non plus satisfait les partisans de l'orthodoxie financière.

Des conseillers intéressés ont répété à Eisenhower : il faut suivre la « ligne du milieu » et revenir à la politique « bi-partisane » de Roosevelt. C'est un thème que la victoire des démocrates va permettre aux pêcheurs en eau trouble de développer. On voit très bien son intérêt pour une *maffia* de politiciens professionnels des deux partis auxquels il permet de rester en place, quel que soit le résultat des élections. Mais ce n'est pas ce que veulent les électeurs. Ils tiennent à ce que soit appliqué le programme pour lequel on les a consultés.

Si Eisenhower veut subir une défaite cuisante en 1956, il n'a qu'à persévérer dans la voie où il s'est engagé. Il détruira le Parti républicain pour la plus grande joie des démocrates qui attendent cela depuis deux ans. Il mécontentera ses amis qui disent : cela fait trois fois qu'on fait le procès de Mac Carthy, auquel on ne peut rien reprocher, alors qu'on n'a pas encore fait celui d'Owen Lattimore, l'un des grands coupables de la perte de la Chine.

Les démocrates sont divisés sur la plupart des problèmes de l'heure. Comme ils ne peuvent renverser aucun ministère, Eisenhower, s'il fait preuve d'un minimum d'habileté, pourra les manœuvrer à sa guise. Mais il faut qu'il consente à ce que le Parti républicain reste lui-même. Il faut qu'il rende sa place à la « vieille garde » du parti et suive en matière diplomatique la ligne de sécurité tracée par l'état-major de l'armée.

Il aura du mal, car le réarmement de l'Allemagne et l'organisation du Moyen-Orient susciteront l'opposition furieuse des « libéraux » (les onze nouveaux élus Juifs du Congrès vont se perdre en intrigues contre lui), mais c'est la seule politique qui puisse assurer son salut — et en fin de compte le nôtre.

G. O.

Nous avons reçu trop tard pour pouvoir l'insérer dans ce numéro un article remarquablement documenté de notre collaborateur Pierre Fontaine sur les intrigues anglaises et américaines en Afrique du Nord. Nos lecteurs le trouveront dans notre prochaine livraison.

La bataille de la bombe H

Nous poursuivons ici l'analyse du récent livre de James R. Shepley et Clay Blair Jr. « La bombe à hydrogène » (David Mc Kay Cy., Editeur, New-York) dont nous avons publié la première partie dans le numéro 18 de « Défense de l'Occident ».

Nous avons décrit dans cette première partie les vains efforts déployés par le physicien David Teller pour faire admettre par les hautes sphères de Washington la poursuite des recherches qu'il avait entreprises en pleine guerre sur l'utilisation militaire de l'énergie thermonucléaire, la violente opposition de Robert Oppenheimer et de ses amis aux desseins de Teller. Le premier acte de cette bataille aussi impitoyable que feutrée se terminait sur l'explosion de la première bombe atomique soviétique.

VERS LA BOMBE H ?

Cependant Lewis Strauss, qui n'avait jamais cessé de combattre au sein de la Commission de l'énergie atomique pour le perfectionnement incessant des armes atomiques, rédige dans le silence de son bureau un mémorandum destiné à ses collègues de l'A.E.C. Il s'est, en effet, brusquement souvenu de l'existence, dans les archives de la commission, du rapport Teller sur la bombe thermonucléaire et il l'a relu avec attention. Son mémorandum

insiste sur la perte par les Etats-Unis de leur monopole atomique résultant de l'explosion de la bombe soviétique et sur la nécessité qui s'impose donc à eux de mettre au point une arme plus puissante que la bombe A. La commission, conclut-il, doit, en conséquence, mettre immédiatement ses vastes possibilités au service de la bombe à hydrogène.

L'accueil de l'A.E.C. au mémorandum de l'amiral Strauss est extrêmement décevant. Lilienthal, avec des trémolos dans la voix, s'empresse, en effet, de déclarer que les nouvelles qui parviennent de Russie signifient que les Etats-Unis doivent avant tout développer leur arme la plus puissante, c'est-à-dire, dit-il, « *cette foi dans l'esprit des hommes que nous appelons la Démocratie* ».

Dès lors Lilienthal ne cessera de s'opposer à la fabrication de la bombe à hydrogène et l'amiral Strauss comprend rapidement que si l'on veut arriver à un résultat, il ne pourra être obtenu qu'en dessaisissant la Commission de l'énergie atomique de ses prérogatives. C'est pourquoi il communique également son mémorandum au sénateur Mac-Mahon, président de la Commission parlementaire de liaison de l'énergie atomique. Mac-Mahon réagit comme l'amiral Strauss l'espérait et décide de convoquer immédiatement les membres de l'A.E.C. devant sa commission. Ceux-ci maintiennent leur opposition fondée sur les énormes difficultés techniques qui s'opposent à la fabrication de la bombe H. Mais le sénateur ne se tient pas pour battu, l'avenir va lui donner raison. A quelques milliers de kilomètres de Washington, en effet, à l'Université de Californie, sur les lieux mêmes où Oppenheimer a fait ses premiers pas dans l'univers de la science et de la politique, trois savants se concertent : le Dr Ernest Orlando Lawrence, le Dr Latimer et le Dr Louis Alvarez, tous trois professeurs à l'Université et tous trois favorables au programme de recherches thermonucléaires préconisé par David Teller.

Ils décident de se rendre immédiatement à Washington pour alerter le gouvernement. La bataille pour la bombe à hydrogène va entrer dans sa seconde phase. A Was-

hington, Lawrence et Alvarez tentent de joindre Teller qui, ayant appris dans la capitale fédérale la nouvelle explosion atomique soviétique, est immédiatement parti pour Los Alamos. Les deux savants décident de l'y rejoindre sans tarder pour faire avec lui le point de la question.

Teller leur expose que le projet est réalisable à condition de disposer d'une quantité suffisante de tritium et d'obtenir le concours des spécialistes de la physique nucléaire. Il leur demande d'intervenir auprès de la Commission de l'énergie atomique pour qu'on intensifie la production de neutrons au moyen de réacteurs d'eau lourde semblables au réacteur canadien de Chalk River.

De retour à Washington, le 8 octobre, Lawrence et Alvarez se rendent immédiatement à la Commission de l'énergie atomique, où ils exposent leurs projets au Dr Kenneth Pitzer, directeur de la Recherche, et au major général James Mac-Cormack, chef de la division des applications militaires.

Rejoints par leur collègue, le professeur Wendell Latimer, ils rencontrent le lendemain le conseiller du secrétaire à la Défense, pour les questions atomiques, Robert Le Baron, dont ils reçoivent un accueil très favorable. Enfin, le 10 octobre, ils exposent à la Commission de l'énergie atomique leur projet de voyage à Chalk River pour obtenir le concours des Canadiens. A l'exception de Strauss, les commissaires adoptent une attitude très réservée. Strauss ne cache pas aux trois savants l'hostilité profonde de la commission au programme thermonucléaire, il les met au courant du mémorandum qu'il a adressé le 5 octobre à Lilienthal et leur dit que le seul espoir d'une action favorable à la réalisation de la bombe H réside dans la puissante Commission parlementaire de liaison présidée par le sénateur démocrate Brien Mac-Mahon. Il précise que le sénateur a déjà pris parti dans la bataille dont la super-bombe est l'enjeu et qu'il a spécialement désigné pour soutenir les points de vue de la commission son principal collaborateur William Liscum-Borden, auteur très connu d'un ouvrage sur les armes atomiques intitulé « Révolution dans la Stratégie ».

Dès que Borden apprend la présence à Washington de Lawrence et d'Alvarez, il les convie à déjeuner avec le sénateur Mac-Mahon. Au cours du repas, Lawrence expose à ses interlocuteurs la nécessité impérieuse dans laquelle se trouvent les Etats-Unis de mettre immédiatement en train un programme d'armement thermonucléaire sous peine de se voir distancer par l'Union Soviétique. Il assure le sénateur qu'il s'agit là d'un programme tout à fait réalisable que David Teller est homme à pouvoir et à vouloir mener à bonne fin.

Mac-Mahon répond à Lawrence qu'il compte se rendre à Berkeley dans une dizaine de jours pour s'entretenir dans le détail avec lui des plans prévus pour l'intensification de la production de neutrons et qu'il peut dès maintenant compter sur son appui le plus total. Très différent est l'accueil de Lilienthal auquel Lawrence et Alvarez rendent visite dans l'après-midi du même jour. Au bout de quelques minutes de conversation, les deux savants comprennent l'inutilité de leur démarche et ils prennent congé sans que l'ami d'Oppenheimer ait manifesté la moindre intention d'aborder le sujet de la bombe H. Quelques jours plus tard, après un rapide voyage de Lawrence à Ottawa pour s'assurer la coopération des autorités canadiennes et une brève prise de contact avec le professeur Rabi, professeur à l'Université Columbia et membre de la Commission générale consultative, les deux hommes regagnent Berkeley. Sans plus attendre, ils réunissent une conférence pour décider de l'installation des réacteurs d'eau lourde à laquelle prennent part, en particulier, Lawrence Hafstad, chef de la division des réacteurs de la Commission de l'énergie atomique, et le Docteur Robert Christie, principal réalisateur de la bombe A, jetée sur Nagasaki.

Cependant, à Los Alamos, Teller recherche les concours scientifiques qui lui sont indispensables. Il se rend auprès du physicien Hans Bethe, professeur à l'Université Cornell, pour obtenir sa collaboration. Au beau milieu de leur entretien, le téléphone retentit, c'est Oppenheimer qui, informé de la présence de Teller à Ithaca, demande

aux deux savants de venir s'entretenir avec lui à Princeton.

Oppenheimer, fort habilement, s'abstient de tout propos hostile à l'arme thermonucléaire. Il se contente d'évoquer les désagréments de la vie qu'ils avaient tous trois menée à Los Alamos pendant la guerre et, à point nommé, saisit sur son bureau une lettre de James Conant, recteur de l'Université Harvard, qui écrit à Oppenheimer que sa mort sera le prix de la bombe H. Teller, qui a parfaitement compris les intentions d'Oppenheimer, s'attend à voir Hans Bethe revenir sur l'acceptation de principe qu'il lui a donnée avant leur départ pour Princeton.

Aussi, sa surprise est-elle grande d'entendre Bethe, au sortir de chez Oppenheimer, lui confirmer son acceptation.

Teller, tout à la joie d'avoir marqué un point contre son rival, demande à Strauss d'assurer à Bethe un traitement équivalent à celui qu'il perçoit à l'Université Cornell et cette requête est, naturellement, acceptée.

A Washington, le sénateur Mac-Mahon se heurte au scepticisme répandu par la Commission de l'énergie atomique où Oppenheimer et ses amis sont tout puissants. Il adresse à Lilienthal une lettre où il réclame avec insistance la mise au service de l'arme thermonucléaire de toutes les ressources matérielles et humaines dont dispose la commission. En même temps, il charge une sous-commission spéciale d'enquête de préparer, sous la direction de Borden, un rapport sur la bombe H. Enfin, ne recevant pas de réponse de Lilienthal, il demande à être reçu par Truman, qui n'a encore été saisi d'aucun rapport par la Commission de l'énergie atomique, et obtient du président, au cas où sa décision serait négative, d'en être informé avant qu'elle soit rendue publique.

A Los Alamos, Noris Bradbury, directeur des laboratoires, semble extrêmement favorable aux projets de Teller. Telle est, du moins, l'impression qu'il donne aux membres de la sous-commission spéciale d'enquête, auxquels il apprend qu'il a convoqué pour le 7 novembre une conférence qui discutera des meilleurs moyens d'en entreprendre la réalisation.

Oppenheimer, qui fait part dans une lettre à son ami James Conant des inquiétudes que lui cause l'attitude de plus en plus irrésolue de ses anciens collaborateurs à l'égard de la bombe H, a compris que, dans le climat créé par l'explosion de la bombe soviétique, ce serait de la folie de s'opposer au moins à la phase expérimentale du programme de Teller. Aussi a-t-il donné son accord à la convocation de la conférence du 7 novembre.

Il sait bien qu'en tout état de cause, son arme la plus efficace reste la Commission générale consultative où il n'a que des amis.

L'amiral Strauss ayant demandé le 5 octobre, dans son mémorandum à Lilienthal, que la prochaine réunion de la commission soit consacrée à la superbombe, Oppenheimer la convoque pour le 29 octobre. Seul des neuf membres, le Docteur Glenn T. Scaborg est absent ; c'est également le seul qui, dans la lettre qu'il adresse à Oppenheimer, manifeste quelque hésitation et semble prendre conscience de l'importance capitale de l'arme thermonucléaire.

A l'issue de sa réunion, la Commission générale consultative rédige un rapport qui conclut que les Etats-Unis ne doivent pas entreprendre, sur une large échelle, le programme soutenu par l'amiral Strauss, le sénateur Mac-Mahon, Lawrence et Teller.

Seuls toutefois, Fermi et Rabi tempèrent leur attitude négative en subordonnant la réalisation de la bombe H à l'échec des négociations avec les Soviets sur le contrôle international des armes atomiques et super-atomiques.

Dès que Mac-Mahon apprend les conclusions de la commission, il demande à Teller de venir d'urgence à Washington. Teller accepte, prend l'avion pour Chicago où il tente en vain de persuader son vieil ami Enrico Fermi de revenir sur son attitude hostile et arrive à Washington où le directeur adjoint des laboratoires de Los Alamos, John Manley, qui a déjà insisté auprès de lui pour qu'il renonce à rencontrer Mac-Mahon, les savants, a-t-il dé-

claré, devant avant tout maintenir un front uni contre la bombe H, l'accueille à Union Station. Manley fait un dernier effort pour amener Teller à renoncer à ses projets, prétendant que la Commission générale consultative possède une réplique plus efficace à « Joe one » que la bombe à hydrogène, mais refuse de lui en dire plus long.

Teller est un peu perplexe, mais il refuse finalement de céder aux pressions de Manley et se rend chez le sénateur Mac-Mahon qui décide de partir immédiatement pour Los Alamos où il désire s'entretenir avec Noris Bradbury que Borden lui a dépeint comme favorable à la superbombe. Malheureusement, des échos du rapport de la Commission générale consultative sont déjà parvenus à Los Alamos et le sénateur trouve le directeur des laboratoires dans des dispositions tout à fait différentes. Il apprend ainsi que la conférence du 7 novembre a été annulée. Du reste, l'hostilité à la bombe H a regagné tellement de terrain parmi les savants atomistes, que tout espoir de coopération semble perdu pour Teller. Rabi a voté avec Oppenheimer le 29 octobre et Bethe revient sur l'acceptation qu'il avait confirmée à Teller à Princeton.

Lawrence et Alvarez sont donc obligés d'annuler les plans qu'ils avaient élaborés pour l'installation d'un réacteur d'eau lourde à Suisun-Bay.

STRAUSS CONTRE-ATTAQUE

Mais l'amiral Strauss ne veut pas se tenir pour battu et il décide de passer à la contre-attaque en s'assurant l'appui du département de la Défense ; il obtient un rendez-vous avec Louis Johnson et parvient à le convaincre de la nécessité d'entreprendre sans tarder la fabrication de la bombe thermonucléaire.

Après s'être entretenu avec ses principaux collaborateurs et avec le général Bradley, Louis Johnson demande à son assistant Robert Le Baron de préparer sans tarder un rapport sur les éventuelles utilisations de la bombe H, rapport qui conclut à la mise en train rapide du programme préconisé par Strauss, Mac-Mahon et Teller et qui est

remis au président Truman. Ce dernier se trouve donc l'objet de pressions exercées par Strauss, Mac-Mahon et Johnson. Mais il est aussi, et en sens inverse, l'objet de pressions exercées par son conseiller atomique Robert Oppenheimer et, afin de trancher le débat, il demande à chacun des membres de la Commission de l'énergie atomique de lui faire connaître son opinion. Le 9 novembre, Oppenheimer remet au président, accompagné d'un rapport de la Commission générale consultative, les notes résumant l'opinion des cinq commissaires. Par trois voix (Lilienthal, Pike, De Wolfe-Smyth) contre deux (Strauss et Gordon Dean), la commission se prononce contre la fabrication de la bombe H. Lilienthal et Pike étaient franchement contre, Smyth estimait que l'on devait au préalable chercher les bases d'un accord avec les Soviets.

Truman, toutefois, hésite à prendre une décision définitive ; il déclare qu'une étude plus poussée est nécessaire et il en charge une sous-commission spéciale de trois membres du Conseil national de sécurité, composée de Dean Acheson, de Louis Johnson et de David Lilienthal.

Cependant Strauss, profondément déprimé par la série d'échecs qu'il vient d'essuyer, pense un instant à remettre sa démission de l'A.E.C. et part pour Beverly-Hills en Californie pour prendre quelques semaines de repos. Aux environs de Noël il y reçoit la visite du sénateur Mac-Mahon qui vient lui demander de reprendre l'offensive. D'accord avec Strauss, le sénateur écrit à Truman pour lui demander de ne pas différer davantage une décision dont dépend, dit-il, la survie même des Etats-Unis.

TRUMAN DIT OUI

Trois semaines d'indécision s'écoulent encore, lorsque, le 27 janvier 1950, éclate la nouvelle de la trahison de Klaus Fuchs, ancien chef de groupe à Los Alamos, passé au service des laboratoires britanniques de Harwell. Le 30 janvier, la Commission générale consultative se réunit pour déterminer l'importance des renseignements que Fuchs a pu transmettre aux Soviets. Cette réunion fait

l'objet d'un rapport remis à Truman qui souligne l'aide énorme que Fuchs a certainement apportée aux Soviets en raison de sa connaissance intime des techniques de fabrication des armes atomiques. Il souligne également que Fuchs était certainement au courant des recherches entreprises par Teller.

Truman convoque alors Johnson et lui fait part de sa décision de réunir le lendemain même la sous-commission spéciale du Conseil de sécurité à laquelle il demande de se prononcer pour ou contre la fabrication de la bombe H. Le 31 janvier Johnson, Acheson et Lilienthal se réunissent au ministère de la Marine, assistés de leurs conseillers et après un assez long échange de vues on procède au vote. Par deux voix, celles de Johnson et d'Acheson, contre une, celle de Lilienthal, la sous-commission recommande au président Truman la mise en train du programme d'armement thermonucléaire et l'après-midi même Truman annonce qu'il a donné l'ordre à l'A.E.C. de continuer ses travaux sur toutes les sortes d'armes atomiques, y compris la bombe à hydrogène.

Triomphant, Strauss fête le soir même l'heureuse décision à l'hôtel Shoreham. Oppenheimer est parmi les invités. Au cours de la soirée, on le voit s'approcher d'un des convives et dire avec une intense conviction : « Comme le disait Woodrow Wilson, une bataille n'est jamais gagnée ou perdue. »

Teller, en effet, était encore loin d'avoir gagné la partie. Oppenheimer et ses amis devaient le lui faire bien voir.

DURS PROGRÈS

La Commission de l'énergie atomique chargée par Truman de préparer les directives destinées aux laboratoires de Los Alamos commence par profiter de l'extrême imprécision des termes de la décision présidentielle en rédigeant une instruction si verbeuse que l'on ne sait si Truman réclame seulement la poursuite des recherches ou réellement la fabrication d'une bombe. Il faut l'intervention de la commission présidée par Mac-Mahon pour obtenir

que des instructions précises soient soumises à la signature du président. A Los Alamos, d'autre part, Teller se heurte au mauvais vouloir de Noris Bradbury et de la plupart de ses collaborateurs, influencés par le rapport du 9 novembre de la Commission générale consultative.

La campagne contre la bombe H se poursuit, en effet, dans le monde scientifique, sous l'impulsion d'Einstein, de Rabi, de Conant et d'autres physiciens, tous amis d'Oppenheimer. Ce dernier, habilement, se tient à l'écart ; à Teller qui se plaint à lui de ne parvenir à recruter aucun collaborateur, il affirme sa neutralité et son désir de l'aider à trouver des concours de valeur.

Mais les obstacles auxquels se heurte Teller ne sont pas seulement d'ordre humain, ils sont aussi d'ordre scientifique et ils viennent fortifier l'opposition du clan Oppenheimer.

L'expérience d'Alamogordo, le 16 juillet 1945, avait incité Teller à penser que les températures nécessaires à la fusion des deux isotopes les plus lourds de l'hydrogène, le deuterium et le tritium et à la transformation de leur mélange en un élément plus léger sur l'échelle atomique l'helium, pouvaient être atteintes au cours d'une explosion atomique. Cela exigeait toutefois d'être à nouveau confirmé ; d'autre part, il semblait hors de question de fabriquer des armes thermonucléaires faites uniquement d'un mélange de deuterium et de tritium à cause du coût extrêmement élevé en argent et en ressources atomiques de la fabrication du tritium. Ce point avait été naturellement souligné fortement par Oppenheimer. Chaque gramme de tritium produit par un réacteur atomique exigerait, en effet, le sacrifice de huit grammes de plutonium, puisque tous deux sont produits par le même réacteur. En outre, le tritium et le deuterium exigent pour être conservés sous leur forme liquide, une température de l'ordre de 400 degrés au-dessous de zéro, ce qui semblait rendre insoluble le problème posé par le transport des bombes thermonucléaires.

Le scepticisme semble donc, de nouveau, s'emparer des milieux compétents de Washington quand l'agression

nord-coréenne, le 25 juin 1950, vient, à point nommé, donner une impulsion nouvelle aux travaux entrepris par David Teller. Des plans sont mis au point qui prévoient la construction à Savannah-River, de cinq nouvelles piles destinées à produire du tritium et du plutonium. Mais la résistance à la bombe H continue à Los Alamos même où, sous l'influence d'Oppenheimer, on s'entête à ne vouloir s'occuper que du perfectionnement de la bombe A. Teller, toutefois, profite des résultats des travaux poursuivis par ses collègues pour tenter sa première expérience thermonucléaire.

On utilisera, en effet, pour cette expérience une bombe A d'un type spécial dite « fractional-crit bomb », nécessitant une quantité réduite d'uranium par rapport à la bombe standard, mais ayant la même puissance explosive grâce à l'augmentation de la densité du métal et à l'utilisation d'importantes quantités de TNT. On décide que le « test » dénommé « Operation Greenhouse » aura lieu dans le Pacifique, aux îles Marshall, au printemps 1951 et le lieutenant général Quesada est désigné pour en assumer la direction militaire. Los Alamos reçoit l'ordre de projeter et de construire une bombe destinée à faire exploser un mélange de deuterium et de tritium dans une réaction thermique.

Malgré toutes sortes de résistances et de manœuvres hostiles suscitées par Oppenheimer qui ne cesse de présenter la bombe H comme un objectif inaccessible auquel on sera finalement obligé de renoncer, on expérimente pour la première fois en janvier 1951 la « fractional-crit bomb » dans le désert du Nevada. Les résultats dépassent toutes les prévisions et, la fabrication de cette bombe exigeant des quantités beaucoup moins importantes de matières fissibles, le stock d'armes atomiques des Etats-Unis s'en trouve automatiquement augmenté. Mais pour que la voie soit tout à fait libre pour la bombe H il restait à résoudre le redoutable problème posé par son transport. A la veille de l'expérience de Yucca-Flats, Teller, à la suite d'entretiens avec un de ses collègues, le Dr Stanley Ulam, conçoit les grandes lignes d'une bombe thermonucléaire

n'exigeant pas de réfrigération et faisant éventuellement l'économie du tritium. Mais cette conception ne soulève pas d'intérêt durable à Los Alamos et Teller parvient à la conviction qu'elle n'a de chances d'être réalisée que s'il obtient de Washington la construction et l'équipement d'un nouveau laboratoire. Mais comment obtenir les vingt millions de dollars nécessaires à un tel projet ? Teller parvient sans peine à intéresser Gordon Dean à sa nouvelle bombe thermonucléaire, mais il n'arrive pas à le convaincre de la nécessité d'un nouveau laboratoire qui coûterait trop cher, lui répond Dean, et ruinerait le moral des laboratoires de Los Alamos ; d'ailleurs la Commission générale consultative est opposée à la construction d'un second laboratoire.

Teller ne trouve d'encouragements qu'auprès de William Borden et de Lewis Strauss qui, bien que n'occupant plus de fonctions officielles étant alors conseiller financier des frères Rockefeller, continue à jouir d'un grand crédit à la Maison Blanche. Tous deux promettent à Teller de faire l'impossible pour lui obtenir son laboratoire.

A son retour à Los Alamos, Teller est convoqué par Bradbury qui, furieux de ses démarches à Washington, l'accuse de déloyauté et de violation du secret atomique pour s'être entretenu de ses projets de laboratoire avec Strauss, l'amiral n'étant plus au service du gouvernement.

ENIWETOK

Cependant à Eniwetok le général Quesada met la dernière main aux préparatifs de l'expérience thermonucléaire. Si celle-ci échoue, c'en est fini de la bombe H, en dépit de la nouvelle découverte de Teller. En mai, les officiels de Washington arrivent. Quesada, au grand scandale de Noris Bradbury, charge Teller de commenter les différentes phases de l'expérience pour les membres du Congrès présents et c'est l'heure H : au club des officiers d'Eniwetok, où les officiels se sont rassemblés, les haut-parleurs scandent les dix ultimes secondes qui précèdent l'explosion ; soudain, une terrifiante boule de feu monte à l'ho-

rizon, puis une vague de chaleur parcourt les jardins du club des officiers, suivie d'un sourd grondement dans les haut-parleurs et comme un coup de tonnerre le bruit de l'explosion frappe Eniwetok. L'expérience est un grand succès et le rapport officiel déclare que le pourcentage de deuterium et de tritium fondus par la chaleur dégagée par l'explosion de la matière fissible dépasse de loin ce que l'on attendait. On ne tarde pas, dans le monde des savants, bien que la Commission de l'énergie atomique se soit, comme toujours en pareil cas, abstenue de tout commentaire officiel, à parler de brillante invention et de développements révolutionnaires dans le domaine thermonucléaire.

Pratiquement, le succès de l'expérience thermonucléaire d'Eniwetok rétablissait la situation critique des Etats-Unis en matière d'armements atomiques dont il permettait le développement sur une échelle jusqu'alors inconnue.

LE SECOND LABORATOIRE

Bien que l'examen approfondi des résultats de l'expérience en aient confirmé la signification décisive, Teller a parfaitement conscience qu'il ne s'agit que d'une explosion expérimentale et il estime plus nécessaire que jamais la création d'un second laboratoire où il pourra poursuivre sans entraves la préparation d'une nouvelle expérience. Dans l'espoir que son prestige est maintenant suffisant pour lui permettre de faire partager ses vues par le gouvernement, il part pour Washington où il s'entretient avec le général Quesada qui lui promet d'entreprendre une campagne pour convertir le Pentagone à la nouvelle Révolution.

Sur ces entrefaites, Gordon Dean, qui avait, quelques mois auparavant, succédé à Sumner T. Pike comme président de la Commission de l'énergie atomique, décide de tenir une assemblée plénière des membres de l'A.E.C. et de la Commission générale consultative, à laquelle il invite également tous les savants américains qui désireraient y assister. A la demande d'Oppenheimer, l'assemblée est

fixée au début de juin, à son quartier général de l'Université de Princeton. Les savants les plus en vue répondent à l'invitation de Gordon Dean. Pendant trois jours, Oppenheimer, Bethe, Fermi, von Neumann discutent de la nouvelle arme thermonucléaire conçue par David Teller et concluent à l'adoption d'un programme entièrement axé sur cette arme.

Est-ce la défaite d'Oppenheimer et de ses amis ? On peut ce jour-là le croire, d'autant plus qu'Oppenheimer semble sportivement reconnaître la victoire de son rival.

Mais le général Quesada, qui s'est mis en campagne pour convaincre les hommes du Pentagone de l'importance décisive de l'explosion d'Eniwetok et les mettre en garde contre l'hostilité souterraine que l'arme thermonucléaire continue de rencontrer au sein de l'A.E.C., se heurte à un mur d'incompréhension particulièrement de la part du général Vandenberg, commandant en chef de l'U.S. Air Force et il donne sa démission de l'armée de l'air. Il tente alors une démarche auprès du secrétaire à l'Air Thomas Finletter qui exprime le désir de s'entretenir avec Teller. Celui-ci lui expose l'opposition incessante des amis d'Oppenheimer à ses projets et son désir de voir créer un second laboratoire. Finletter lui promet que le ministère de l'Air appuiera sa campagne. Le sénateur Mac-Mahon, de son côté, ne reste pas inactif et, par des interventions incessantes auprès de Gordon Dean qui est hostile à la création d'un second laboratoire, il le force finalement à réunir la Commission générale consultative pour se prononcer sur cette question. La commission se réunit à la fin de 1951 sous la présidence d'Oppenheimer et par huit voix contre une, celle du Docteur Willard F. Libby, elle se prononce contre la création du second laboratoire.

En réponse, la Commission de liaison du Congrès se prononce pour et Gordon Dean se trouve pris entre deux feux.

Pendant qu'à Washington la lutte prend un caractère réellement politique, à Los Alamos les rapports de Bradbury et de Teller deviennent si tendus que ce dernier est pratiquement forcé de quitter les laboratoires. Ce départ,

qui risque de tout remettre en question, incite Mac-Mahon à demander à Gordon Dean de faire revenir la Commission générale consultative sur son premier vote. Convoquée en janvier 1952, la commission confirme son opposition. Elle la reconfirme en juin.

Cette opposition, l'attitude incertaine du ministre de la Défense, la grave maladie qui contraint le sénateur Mac-Mahon à abandonner toute activité, paralysent la réalisation du programme thermonucléaire.

Aussi William Borden décide-t-il, en liaison avec le secrétaire à l'Air, Thomas Finletter, de déclencher une grande offensive pour amener le ministère de la Défense et G. Dean à accepter la création d'un second laboratoire.

Pour en neutraliser les effets, les amis d'Oppenheimer font courir le bruit qu'au cours d'une réunion tenue au Pentagone, Thomas Finletter aurait déclaré qu'avec sept bombes à hydrogène les Etats-Unis pourraient dominer le monde. Naturellement, cette rumeur qui fait naître une intense émotion provoque un regain de la campagne contre la bombe H, contre laquelle les démentis de Finletter semblent impuissants.

Aussi Finletter décide-t-il d'attaquer de front la résistance de l'A.E.C.. Il charge ses assistants de négocier avec l'Université de Chicago l'installation d'un laboratoire de l'U.S. Air Force pour construire la bombe à hydrogène. Devant cette menace, Gordon Dean capitule et la Commission générale consultative, revenant sur ses précédents refus, donne satisfaction à la demande de David Teller. On décide d'établir les nouveaux laboratoires à Livermore en Californie et de procéder dans les délais les plus rapides à leur équipement.

En quelques semaines de contacts discrets, Teller recrute les collaborateurs dont il a besoin pour poursuivre ses recherches dans une atmosphère d'entière liberté.

L'effet le plus immédiat de l'ouverture du laboratoire de Livermore est de galvaniser les énergies à Los Alamos qui met ses incomparables ressources et le talent de ses savants au service du programme thermonucléaire, cette fois-ci sans restrictions.

A la fin de 1952, Los Alamos a mis au point une nouvelle bombe nommée « Mike » qui est prête à être expérimentée dans le Pacifique sur l'îlot d'Elugelab. Teller, qui craint que le temps, défavorable à l'expérience, n'en repousse longtemps la date, décide de la suivre sur le sismographe de l'Université de Californie à Berkeley. L'explosion se produit le 1er novembre. L'îlot d'Elugelab disparaît de la surface de l'Océan. La boule de feu atteint en quelques secondes plus de cinq kilomètres de diamètre et dix minutes après l'explosion, le monstrueux champignon a plus de 40 kilomètres de haut et 160 kilomètres de large.

Inquiet des réactions politiques qu'est susceptible de causer cette expérience trois jours avant les élections présidentielles, Truman decide de la tenir secrète. Teller, lui, en fait connaître les résultats à ses amis au moyen de l'expression convenue en cas de succès : « C'est un garçon ».

Ce ne sera qu'un an plus tard qu'un film de vingt-huit minutes commenté par le sénateur Sterling Cole, qui a succédé à Mac-Mahon, montrera au public américain la terrifiante puissance de « Mike ».

L'explosion de « Mike » marque l'avènement de l'âge thermonucléaire et par conséquent l'incontestable succès des recherches nées des intuitions géniales de Teller et de Bethe.

Lorsque le 8 mai 1953, Malenkov annonce au Soviet suprême que les Etats-Unis n'ont plus le monopole de l'arme thermonucléaire, un scepticisme teinté d'inquiétude accueille cette nouvelle à Washington. Mais le 12 août, les réseaux de détection américains enregistrent une explosion thermonucléaire soviétique. L'analyse des particules radioactives recueillies à la suite de l'explosion montre à l'évidence que l'Union Soviétique non seulement est aussi avancée que les Etats-Unis dans le domaine thermonucléaire, mais qu'elle les a distancés, ayant réussi à faire exploser une bombe simplifiée du type de celle dont les Etats-Unis espéraient être en mesure de faire l'essai au printemps 1954. La puissance de l'explosion soviétique fut

estimée par les experts américains à un mégaton (1 million de tonnes de TNT).

Il s'en fallait donc de très peu que, par la faute d'Oppenheimer et de ses amis, les Etats-Unis ne fussent à la merci de leur adversaire.

Il fallait donc, dans les délais les plus rapides, expérimenter une arme d'une puissance au moins égale. L'amiral Strauss, nouveau président de l'A.E.C., demanda sept mois au président Eisenhower. Il tint parole puisque le 1er mars 1954, à Eniwetok, au cours de l'« Operation Castle » explose une bombe 750 fois plus puissante que celle d'Hiroshima.

L'équilibre mondial des forces que Robert Oppenheimer avait failli détruire au profit des Soviets, non pas peut-être par volonté délibérée de trahir les Etats-Unis, mais par fidélité entêtée à l'aveuglement idéologique de l'ère rooseveltienne, se trouvait ainsi rétabli.

Jacques MAYENNE.

Principes d'action pour une politique européenne

Ce document, ronéotypé en plusieurs milliers d'exemplaires, est destiné à être mis à la disposition des Groupes de Défense de l'Occident *actuellement en cours de création, pour faire connaître les principales thèses politiques défendues par notre revue.*

1. Aucune des nations européennes ne peut plus jouer aujourd'hui le rôle d'une grande puissance. Seule, l'union des pays d'Europe en une seule communauté leur permettra de disposer de ressources analogues à celles des Etats-Unis et de l'Union Soviétique et de

2. La proximité des forces soviétiques et l'existence de partis communistes prêts à leur ouvrir les frontières des nations européennes est pour l'Europe une situation historique nouvelle et grave qui impose à toute communauté européenne un devoir de vigilance et d'action à l'égard du communisme. Le combat contre le communisme doit être mené à travers toute l'Europe par la destruction des appareils communistes qui travaillent à l'asservissement de l'Europe, mais, en même temps, en montrant à la classe ouvrière que ses aspirations peuvent être réalisées autrement que par le communisme.

3. L'efficacité du combat contre le communisme a pour condition essentielle l'indépendance de l'Europe. L'indépendance des nations européennes est aujourd'hui mise en question par leur faiblesse même. Elles sont tributaires des Etats-Unis pour leur défense et pour leur prospérité. Leur union en une seule communauté a pour premier but de restaurer l'indépendance de l'Europe en matière politique, économique et militaire.

4. L'indépendance politique de l'Europe doit se manifester par son refus de s'associer aux organismes idéologiques proposés par l'un et l'autre bloc, ainsi que par sa volonté de trouver ses propres solutions politiques sans accepter comme dogmes les idéologies pseudo-redonner à l'Europe un rôle historique.

démocratiques ou totalitaires qui sont actuellement les instruments de domination des deux blocs en présence.

5. L'indépendance économique de l'Europe doit aboutir à un bloc économique eurafricain au service de l'équipement industriel de l'Eurafrique et de l'élévation du niveau de vie en Europe et en Afrique. Ce bloc doit constituer une unité économique autonome, pouvant vivre sur ses propres ressources.

6. L'indépendance militaire de l'Europe doit aboutir à une armée européenne sous commandement européen. Quelles que soient les alliances contractées par l'Europe, cette armée européenne ne doit pas être intégrée en temps de paix à un complexe militaire international dont elle ne serait plus qu'une subdivision.

7. Au terme d'une évolution progressive qui respectera les structures nationales, l'Europe doit devenir un Etat fédéral unique, disposant normalement d'institutions fédérales qui détiendront l'autorité propre à la communauté. Cette évolution ne peut se faire qu'autour d'une idée nouvelle de l'Etat et des rapports sociaux. Elle ne peut être réalisée que par des régimes nationaux assez forts pour briser les coalitions d'intérêts privés qui s'opposeraient à une politique d'intégration.

8. L'Europe doit être une communauté de travail dans laquelle toutes les classes sociales sont associées. Le but de cette communauté de travail est l'élévation du niveau de vie et la réalisation d'une juste distribution des richesses créées. L'Etat doit être armé de manière à empêcher des intérêts privés de détourner à leur profit le travail de la communauté.

9. La monnaie ne doit servir que de régulateur pour la distribution des richesses créées par le travail collectif. Le système bancaire actuel qui a mis la puissance économique entre les mains d'une minorité doit être remplacé. L'Etat seul doit contrôler la répartition du crédit et orienter l'ensemble de la production.

10. Aucun secteur de l'économie européenne ne doit se trouver directement ou indirectement sous le contrôle des grands trusts internationaux. Les institutions propres à l'économie européenne ne doivent pas dépendre du capitalisme international. La monnaie européenne devra être détachée de tout étalon monétaire international et le volume des importations sera contrôlé en permanence par la communauté.

11. Une communauté européenne indépendante peut seule réaliser un véritable socialisme. Sans une autonomie économique complète, il est impossible d'affranchir les pays européens des ingérences du capitalisme international, et, par conséquent, il est impossible aussi d'affranchir les travailleurs des conditions d'infériorité permanente qui leur sont faites par les régimes actuels.

12. Le socialisme, tel que nous le concevons, doit permettre à tous les producteurs, à tous les échelons de la hiérarchie (de l'emploi le plus modeste à celui qui confère les plus hautes responsabilités) de bénéficier des fruits de leur travail, non seulement sous forme de salaires, mais également par leur participation au fonctionnement et au développement de leur entreprise, leur apport en travail étant considéré comme équivalent à l'apport de capitaux des actionnaires et leur assurant les mêmes bénéfices.

13. Le changement de la condition des travailleurs est un objectif essentiel de notre action. Malgré notre conviction qu'aucun changement véritable de la condition des travailleurs ne peut être réalisé par les régimes actuels et dans le cadre de nos nations actuelles, cependant toute action tendant à l'amélioration, même fragmentaire et précaire, de la condition des travailleurs doit recevoir notre appui.

14. Le respect de la liberté individuelle est à la base de la conception de la communauté européenne. Mais la communauté européenne doit en même temps disposer d'un régime fédéral fort, capable d'assumer la défense des travailleurs. Ce régime doit éviter les erreurs des régimes modernes qui sont devenus les intruments politiques du capitalisme international.

15. Les nations européennes qui disposent d'un empire colonial font apport de cet empire à la communauté européenne, mais elles en conservent l'administration et en assurent la protection au moyen de forces militaires coloniales autonomes placées directement sous leur autorité. Lorsque l'Europe sera devenue un Etat fédéral unitaire, les ressortissants des différents pays de la communauté européenne auront le statut des ressortissants de la métropole.

16. L'alliance militaire des Etats-Unis est une nécessité de la politique européenne tant que l'Europe n'aura pas créé un instrument militaire suffisant pour sa propre défense. Mais la politique d'intégration qui fait de l'Europe une subdivision du système défensif américain n'est pas l'instrument le meilleur de cette alliance. Une alliance défensive de type classique entre la communauté européenne et les Etats-Unis, prévoyant l'intervention des Etats-Unis en cas d'agression contre l'Europe, est une situation préférable.

17. La structure particulière du Commonwealth britannique empêche l'Angleterre de s'associer à la construction d'une fédération européenne. Les tentatives faites en direction de l'Angleterre n'ont pour résultat que de retarder le travail d'unification européenne. La communauté européenne doit seulement être liée à l'Angleterre par un traité d'alliance défensif de type classique analogue à celui qui est réclamé à l'égard des Etats-Unis.

18. L'apparition d'une communauté européenne indépendante éviterait la division du monde en deux blocs ennemis et elle serait ainsi un important facteur de paix. Elle permettrait d'aborder dans des conditions plus favorables la liquidation des graves problèmes territoriaux nés de la guerre, et d'aboutir ainsi à une paix juste et définitive, éliminant toute cause de conflit pour l'avenir.

19. La création de la communauté européenne doit faire appel à tous les Européens sans distinction de passé politique et sans discrimination. Une amnistie européenne générale doit effacer intégralement toutes les conséquences de la guerre. Les Etats participants de la communauté européenne doivent bénéficier d'une égalité des droits véritable et ils doivent entrer dans la communauté sans qu'aucune amputation territoriale soit exigée d'eux à quelque titre que ce soit.

20. La communauté européenne doit faire une large place à la jeunesse et l'associer au travail d'équipement de l'Europe et de l'Afrique. Seule une collaboration de toute la jeunesse sans distinction de nationalité et d'origine sociale à une œuvre collective com-

mune peut créer une génération européenne qui sera la base et l'élément inspirateur de toute création européenne.

21. Des difficultés politiques insolubles dans nos régimes actuels peuvent trouver une solution sur le plan d'une communauté européenne indépendante. L'amélioration de nos formules constitutionnelles par la création d'un pouvoir fédéral stable, une administration plus pratique et plus dynamique, la refonte de nos fiscalités en fonction de l'autonomie monétaire de la communauté, l'extension de la recherche scientifique et la substitution de l'énergie atomique aux formes conventionnelles d'énergie, la solution de nos problèmes coloniaux, la modernisation et la rationalisation de notre équipement sont des problèmes pratiques auxquels la création d'une communauté européenne indépendante propose des solutions neuves. Un esprit nouveau, la volonté de servir et de créer, le sentiment de faire partie d'une puissante communauté populaire, la défense effective contre le communisme par l'apparition d'un idéal nouveau, sont des problèmes moraux auxquels le cadre de nos politiques nationales n'offre plus de solutions et qui peuvent être résolus également dans les perspectives d'une communauté européenne indépendante.

A NOS LECTEURS, A NOS ABONNES

Au début de l'année 1955, nous espérons pouvoir à nouveau augmenter notre nombre de pages et donner à notre revue une meilleure présentation et un tirage sensiblement plus élevé.

Ce résultat est la récompense de deux années d'efforts opiniâtres qui ont demandé à nos collaborateurs et à nos camarades beaucoup de travail et de sacrifices.

Aidez-nous en nous faisant connaître, en nous amenant de nouveaux abonnés, en nous communiquant des listes de sympathisants, EN N'OMETTANT PAS DE RENOUVELER VOTRE ABONNEMENT LORSQU'IL ARRIVE A EXPIRATION.

Demandez notre revue à votre dépositaire. A partir de notre numéro de janvier, elle doit se trouver en vente dans les principaux postes de vente des journaux et périodiques. Réclamez-la et signalez-nous les points de vente où elle manque. Merci.

DEFENSE DE L'OCCIDENT, 28, rue Serpente, PARIS-6e.

Abonnement : 1 an, 1.000 frs ; 6 mois, 600 frs.

Adresser tous versements à : **Les Sept Couleurs,** 35, rue Cortambert. — C.C.P. 218219 Paris.

Le gérant : Maurice BARDECHE.
Imprimerie des Tuileries, 9, passage des Marais, Paris-10e.
Dépôt légal : 4e trimestre 1954.

DÉFENSE DE L'OCCIDENT

28, rue Serpente — PARIS (VIe)

*

COMITE DE SOUTIEN

Jean-Louis Tixier-Vignancour, L.-M. Poulain, Maurice Gaït, Odette Moreau, Maurice Bardèche, Michel Trécourt, Gérard Fontenay, Philip de Lus, Henri Bonifacio, Louis Teissier, R. Malliavin, Jean Lesieur, Roland Moncho.

DÉFENSE DE L'OCCIDENT

28, rue Serpente — PARIS (VIe)

ABONNEMENTS

1 an : 1.000 francs ; 6 mois : 600 francs ; 3 mois : 300 francs.
Etranger : 1 an : 1.200 fr. ; 6 mois : 700 fr. ; 3 mois : 400 fr.

Abonnement de propagande : 1 an : 3.000 francs.

Abonnement de soutien : 5.000 francs et 10.000 francs.

Adresser tous paiements : « LES SEPT COULEURS » 35, rue Cortambert — Paris (XVIe) — C.C.P. 218-219, Paris.